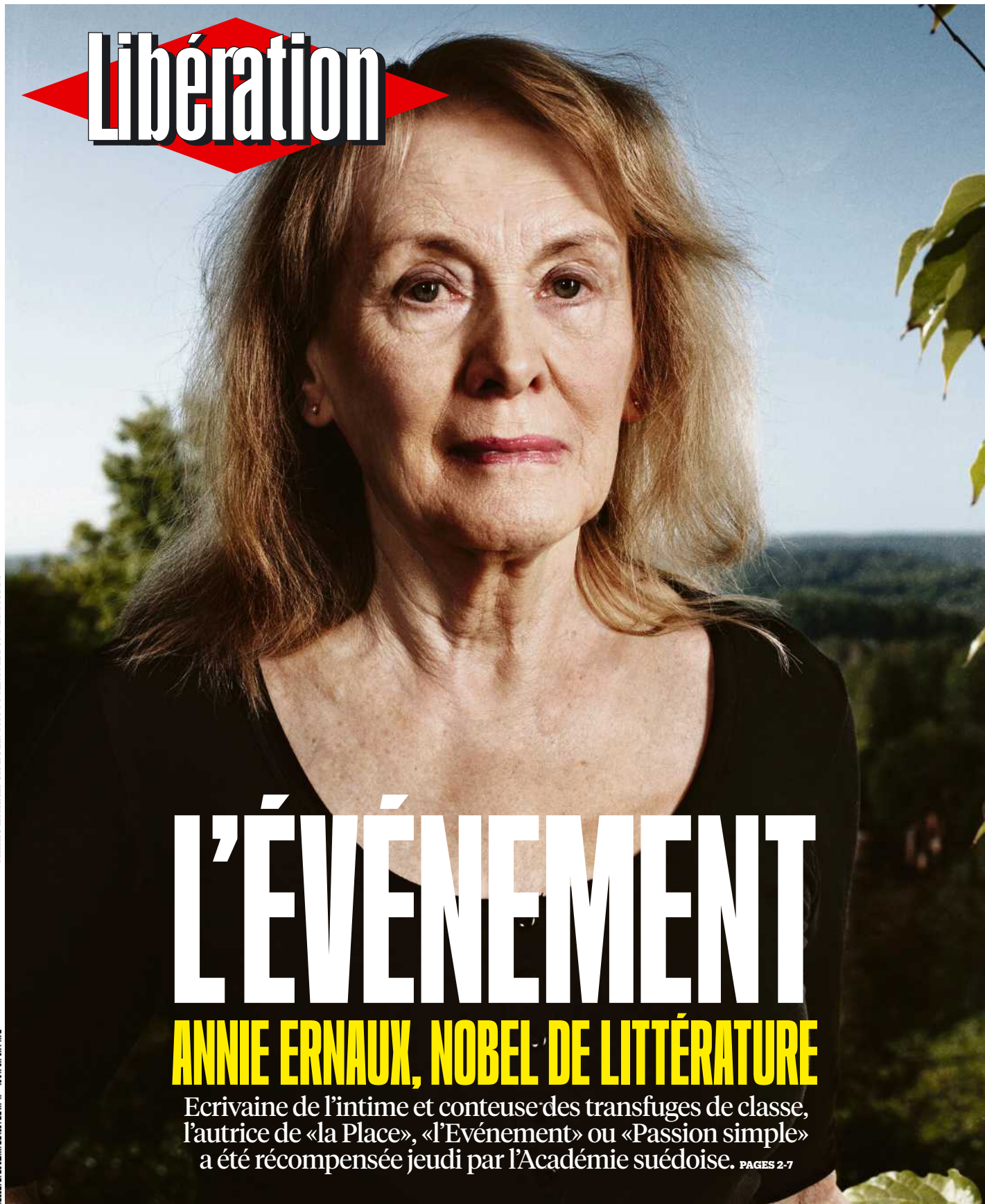


CRASH RIO-PARIS Air France et Airbus sur le banc des accusés

PAGES 12-15

Libération



L'ÉVÈNEMENT
ANNIE ERNAUX, NOBEL DE LITTÉRATURE

Ecrivaine de l'intime et conteuse des transfuges de classe, l'autrice de «la Place», «l'Évènement» ou «Passion simple» a été récompensée jeudi par l'Académie suédoise. **PAGES 2-7**

Annie Ernaux en 2011. PHOTO JÉRÔME BONNET, MODDS



ÉDITORIAL

Par
ALEXANDRA
SCHWARTZBROD

Engagement

Dans l'océan de tragédies qui baigne notre quotidien, l'attribution du Nobel de littérature à Annie Ernaux nous a fait l'effet d'un puissant et bénéfique éclair de lumière. De quoi recharger les batteries pour l'hiver et au-delà, de quoi nourrir la flamme de tous ceux et toutes celles qui se battent contre les injustices, quelles qu'elles soient, et il en subsiste un sacré paquet à travers le monde. Car, avec Annie Ernaux, c'est non seulement la littérature qui est récompensée, mais aussi l'engagement. Qu'on l'apprécie ou pas, on ne peut lui nier un engagement qui ne s'est jamais relâché et qui est même allé croissant avec les années. Engagement pour les femmes, engagement pour la gauche, engagement contre la ségrégation de classe. C'est donc un prix éminemment politique et courageux qu'a décerné jeudi l'Académie suédoise, qui résonne incroyablement à l'heure où les Iraniennes se battent au péril de leur vie contre l'obscurantisme des mollahs, à l'heure où les Etats-Unis restreignent le droit à l'avortement, à l'heure où l'on célèbre les cinq ans du mouvement #MeToo qui a libéré la parole des femmes, à l'heure où un ancien ouvrier brésilien se bat pour débarasser le Brésil de celui qui piétine non seulement ses habitants mais aussi la planète, à l'heure où un homme ivre de son pouvoir et symbole de virilité exacerbée jusqu'à la caricature menace le monde de l'arme nucléaire, à l'heure où l'extrême droite grignote peu à peu du terrain en Europe.

Annie Ernaux est une femme et une écrivaine indignée et il y a dans cette indignation une force qui irrigue les indignations de nombreux jeunes pour qui, à 82 ans, elle est devenue une icône, mot qu'elle déteste certainement. Annie Ernaux est une écrivaine ancrée dans le réel et c'est ce qui parle à beaucoup; sa vie, ses drames intimes, ses hontes et ses passions décrites au scalpel ont quelque chose d'universel, d'où son succès par-delà les frontières de l'Hexagone. Et c'est une écrivaine qui l'ouvre, au risque de se faire des ennemis. Qui ose. Nous faisons partie de celles et ceux, nombreux, qui ont pris un jour le chemin de Cergy pour la rencontrer dans sa maison peuplée de livres avec vue sur un lac. Elle nous avait cité cette phrase en affirmant y souscrire totalement: «*Quiconque a le pouvoir de se faire entendre a le devoir de parler.*» Avec le Nobel, ce pouvoir est désormais démultiplié. Comme le voulait Alfred Nobel qui avait demandé à récompenser une œuvre «à l'idéal puissant». ♦

PRIX NOBEL

Annie Ernaux, femme de l'être

L'œuvre intimiste et engagée de l'autrice de 82 ans a été récompensée jeudi par l'Académie suédoise. La transfuge de classe y a reconnu «un très grand honneur» et «une grande responsabilité».

Par
CLAIRE DEVARRIEUX

A lors que le monde, du moins vu d'Europe, est en ébullition, le Nobel récompense une écrivaine française qui raconte sa vie. On attend des romanciers qu'ils réinventent la fiction romanesque – c'est ce qu'appelaient de ses vœux dans son discours lauréate 2018, Olga Tokarczuk, et c'est, en ce sens, ce que fait depuis toujours Salman Rushdie, que les jurés de Stockholm auraient pu récompenser cette année. Annie Ernaux semble au contraire préférer l'étroite exactitude du souvenir à l'ampleur des grandes formes. Mais le paradoxe de cette œuvre entièrement et obstinément intime, épurée, nettoyée de tout artifice, est qu'elle rejoint l'universel par son absolue sincérité. Qu'est-ce que la littérature, sinon l'expression d'une parole unique? En distinguant la singularité d'un artisan du langage, les Nobel ont eu le sentiment de mettre en lumière le «courage» d'Annie Ernaux. Eux-mêmes, en l'occurrence, n'en ont pas manqué.

Une transfuge de classe raconte comment la rupture avec son milieu d'origine s'est produite très tôt, et très douloureusement. Fille unique (après la mort d'une sœur aînée longtemps ignorée) d'un couple normand qui tient un café-épicerie à Yvetot (Seine-Maritime), Annie Ernaux va au cours privé de la petite ville, où elle découvre un autre

monde. Elle n'est pas de ce monde-là, qu'elle rejoindra plus tard avec ses études à Rouen, mariée à un homme du même niveau intellectuel qu'elle mais d'un milieu moins modeste, dont elle garde le nom quand ils divorcent. Agrégée de lettres, elle est longtemps enseignante par correspondance, ce qui lui assure une fréquentation assidue des grands auteurs du passé. Chez elle, au tout début, ce n'est pas pareil. C'est d'un côté les clientes de sa mère, figure intransigeante de l'autorité et de la probité, et de l'autre les habitués de son père, un homme bon qui sait tenir tête aux poivrots du coin, et qui a ses coups de colère, comme elle le relate dans *la Honte* (1997, Gallimard comme l'essentiel de ses livres): «*Mon père a voulu tuer ma mère un dimanche de juin, au début de l'après-midi.*»

PERSONNALITÉS FORTES EN GUEULE

Affronter l'attachement, c'est aussi affronter la littérature. Dans son premier roman, *les Armoires vides* (1974), Annie Ernaux a le verbe haut, la phrase riche pour décrire les personnalités fortes en gueule qui ont peuplé son enfance et son adolescence, par opposition à la douce atmosphère guindée de l'école, et la langue de la culture. On sent qu'elle a lu Zola et Maupassant. Sa plume est virtuose. Si elle avait continué dans cette veine, elle aurait fini par avoir le prix Goncourt. Avec *la Femme gelée* (1981), elle

reste dans la fiction pour mettre en scène sa vie de jeune mère de famille ligotée par la tradition patriarcale. Son mari et elle ont les mêmes diplômes, mais pas la même charge mentale, comme on ne disait pas à l'époque. On trouve la trace de cette expérience, de sa jeunesse, dans *les Années Super 8*, le film réalisé par un de ses deux fils, David, commenté par elle-même, présenté au dernier festival de Cannes (visible sur Arte.tv).

Que vont découvrir, avec ce montage d'archives familiales, les lecteurs qui voudront en savoir plus sur la Prix Nobel de littérature 2022? Une forme de modestie qui joue dangereusement avec la banalité. Ce sont les années 70 (Annie Ernaux est née en 1940), une certaine ascension sociale, un voyage au Chili juste avant la mort d'Allende, les premiers sports d'hiver. Devenue veuve, la mère de l'écrivaine vit chez eux avant de repartir quand la mésentente s'installe dans le foyer. Le mari filme les intérieurs (devenus bourgeois), ses fils, sa femme en pull marron (la couleur d'alors), aux cheveux lâchés dans le dos, à la fois présente et absente: une femme grande et mince qui se soucie peu de séduction dans son apparence, à l'opposé de celle qu'elle sera plus tard. Philippe Ernaux filme aussi sa belle-mère, qui ne quitte jamais son tablier à fleurs, ce que souligne le commentaire. De sa voix monocorde, Annie Ernaux égrène sans insister les Noël, les anniversaires, et les marqueurs sociaux, sociologiques. Beaucoup des personnages du





«Il y a beaucoup de courage dans son œuvre»

L'historienne de la condition féminine et du monde ouvrier Michelle Perrot se réjouit du Nobel attribué à Annie Ernaux, autrice qui a su «rendre sensible la situation de toutes les femmes».

Années lui a fait franchir un pas supplémentaire, car elle se voulait historienne non seulement d'elle-même et des femmes à travers elle, mais aussi de la société de son temps. Elle a éprouvé les problèmes des femmes, ceux de la petite bourgeoisie modeste, et trouvé des instruments d'émancipation. Elle a réussi à triompher de sa solitude en s'assurant elle-même, en ne renonçant à rien. Elle conquiert sa liberté, elle conquiert sa position d'écrivaine, elle conquiert son corps, sa liberté amoureuse. Elle donne le sentiment, à travers ses livres, d'élargir sans cesse son horizon. Son œuvre n'est pas triste même quand elle raconte des choses tristes et dramatiques. Parce qu'elle en triomphe, qu'elle repousse les limites de la liberté. Son œuvre n'est pas un lamento sur la condition des femmes, elle ne renonce pas au bonheur. C'est cela qui est très beau.

L historienne, spécialiste de l'histoire des femmes et du monde ouvrier, revient sur l'œuvre d'Annie Ernaux, une autrice «révoltée, triomphante et aimante», qu'elle considère comme un témoignage de la condition des femmes.

En quoi l'œuvre d'Annie Ernaux est-elle une œuvre féministe ?

Dans tous ses livres, Annie Ernaux prend son sort en main en tant que femme, en tant que sujet social aussi. Elle parle d'elle mais sans faire d'autobiographie. Une femme raconte son histoire et ce qui lui est arrivé en tant que femme. Cela donne quelque chose de très original et de très hardi.

Il y a beaucoup de courage dans son œuvre. Raconter son avortement clandestin, le viol dont elle a été victime lors de sa première relation sexuelle dans une colonie de vacances où elle travaillait, il faut du courage pour cela, surtout dans cette génération qui incitait beaucoup au refoulement et à la honte. Elle, elle assume tout. C'est une grande œuvre féministe. Elle dit un

«je» qui n'est pas nombriliste, un «je» conscient, jamais larmoyant. C'est ce qui donne de la puissance à son œuvre. Son style nerveux ne s'épanche pas. Ce n'est pas une œuvre de dénonciation non plus, elle met en scène, elle montre, elle montre pourquoi une femme est victime de la domination. Depuis *La Place* jusqu'à *Jeune Homme*, il y a une continuité. Elle est là avec ses évolutions, ses problèmes, avec la diversité de ses positions, de femme mariée, puis de femme indépendante, elle assume sa liberté, la construit dans le respect de l'autre, ce qui donne à son œuvre une portée morale.

Comment expliquez-vous la portée collective de son «je» ? En se mettant en scène elle-même, en analysant sa situation, elle rend sensible la situation de toutes les femmes. Son livre les

En tant qu'historienne, diriez-vous que ses romans sont aussi un témoignage sur l'histoire des femmes ?

De bout en bout, son œuvre est un grand témoignage sur la condition des femmes, sur les relations entre les hommes et les femmes, sur la vie d'une femme émancipée. Son féminisme tient aussi à la liberté qu'elle donne au désir féminin. Elle se revendique de Simone de Beauvoir dont la lecture a été pour elle une libération. Elle a toujours cherché les voix les plus modernes de son temps et

elle a entendu la Grande Simone. Mais davantage que Beauvoir, qui reste finalement réservée sur le point de la sexualité, elle prend en main son corps, son désir, sa sexualité, sa beauté aussi. C'est sans doute quelque chose de

très nouveau. Elle ne le fait pas de manière «érotique» dirais-je, elle ne fait pas étalage de cela, elle ne le monte pas en épingle, mais elle l'écrit avec son style à elle et sans jamais éluder aucun problème, aucun obstacle.

On pourrait aussi souligner la manière dont elle remet en cause les rôles genrés.

Bien sûr, parce qu'elle s'assume totalement, elle s'affirme comme une écrivaine – au début d'ailleurs elle n'aimait pas trop qu'on dise «écrivaine» puis elle y est venue tout à fait. A chaque instant, il faut franchir une frontière, contester un diktat, **Suite page 4**

Annie Ernaux, en 2001.
PHOTO JÉRÔME BRÉZILLON

film sont morts, à commencer par celui qui filme, le père de ses fils. *Les Années Super 8*, sous ses airs tranquilles, est un film de romancière, un film sur le temps.

«LA VÉRITÉ QUI SE DÉROBE SANS CESSER»

Où se situer ? Comment rendre justice aux siens, à ce monde ouvrier et paysan d'avant-guerre qui a tenté de vivre mieux après, avec le café-épicerie ? Comment surmonter la honte des origines et la honte qui est née de les avoir trahies ? C'est avec *La Place* (1983) puis *Une femme* (1987) qu'Annie Ernaux forge l'outil qui va la rendre célèbre (et parfois décriée), une écriture blanche, simple, factuelle, destinée à affronter le réel, fût-il dur, violent. D'une part, elle se refuse à inventer. D'autre part, elle veut être lue par ceux-là mêmes qu'elle accueille en littérature : son père et sa mère. Par la suite, elle assume tous les risques qu'implique une autobiographie sans fard : le désir, le sexe, la douleur, la jalousie, la perte sont exposés comme autant d'épisodes qui appellent impérieusement un livre. *Passion simple* (1992) est le premier qui aborde l'amour de la manière la plus honnête et la plus crue. Mais l'adulte audacieuse n'oublie jamais l'enfant meurtrie qu'elle a été. L'avortement, présent dans son premier roman, revient au centre de *l'Événement* (2000). Une initiation sexuelle brutale, à 18 ans, ressurgit dans *Mémoire de fille* (2016).

Son dernier livre en date, le bref récit intitulé *le Jeune Homme* (2022), était en germe depuis des décennies. «*Tous les livres que j'ai écrits ont été précédés d'une phase, souvent très longue, de réflexions et d'interrogations, d'incertitudes et de directions abandonnées*», écrit Annie Ernaux dans *l'Atelier noir* (les Busclats 2011, Gallimard 2022). Outre ce journal d'écriture, elle tient le journal de sa vie, dont elle a publié quelques pans. La vie et l'œuvre, il ne s'agit pas de confondre. C'est néanmoins dans les liens qu'elles entretiennent que l'écrivaine puise sa personnalité et son univers littéraire propre.

Les Anglais et les Américains ont découvert avec enthousiasme *les Années* en 2018, dix ans après la parution de cet ouvrage majeur. De 1941 au milieu des années 2000, en décrivant des photographies, en prenant pour jalons des chansons, en se souvenant des repas de famille et des événements du monde extérieur, Annie Ernaux écrit l'autobiographie de tout le monde. En 2003, dans des entretiens avec Frédéric-Yves Jeannot, *l'Écriture comme un couteau* (Stock, repris en Folio), elle expliquait : «*Pour moi, la vérité est simplement le nom donné à ce qu'on cherche et qui se dérobe sans cesse*.» C'est en restant strictement personnelle dans sa recherche de la vérité qu'elle retrace l'aventure commune, et c'est à cela qu'elle doit le prix Nobel de littérature. ◀



INTERVIEW

Suite de la page 3 contester une domination sociale, sexuelle. Annie Ernaux est subversive. Il y a chez elle par moments un côté Bourdieu aussi, elle illustre tout ce que le sociologue avait analysé dans le domaine de la distinction sociale. Ses parents tenaient une épicerie. Elle n'a pas de recours hors de ce monde étroit, hors des rayonnages de ses parents, des petites marchandises à vendre pour des petits profits... Annie Ernaux raconte ce milieu, mais elle va plus loin, elle ne s'enferme pas là-dedans. C'est ce que j'aime

chez elle, elle franchit les frontières.

Le prix Nobel, et plus généralement sa notoriété ces dernières années, montrent-ils que l'époque est plus à même de recevoir son œuvre ?

Certainement, même si elle a été relativement bien accueillie dès le départ, son premier livre étant tout de même publié chez Gallimard. Il me semble me souvenir pourtant qu'on le regardait comme un écrit de femme... Au fil des ans, et alors que ces dix dernières années le féminisme s'est réaffirmé, son

œuvre a eu un écho plus grand. Elle inspire d'ailleurs beaucoup de féministes plus jeunes. Vous ne pouvez pas savoir le plaisir que j'éprouve à ce prix Nobel. On en a besoin au moment où les Afghans empêchent les filles de s'instruire, au moment où les Iraniens massacent les femmes. Qu'il y ait un prix Nobel pour Annie Ernaux, une voix de femme révoltée, triomphante et aimante, ça fait du bien, c'est formidable.

Recueilli par
SONYA FAURE
et **ANASTASIA VÉCRIN**

Annie Ernaux, âme politique depuis toujours

Quelques mois avant que l'autrice n'obtienne le Nobel de littérature, «Libération» l'avait rencontrée pour discuter de ses engagements. Un sujet omniprésent pour elle, dans son soutien à Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle comme dans ses écrits.

Parfois, les choses se goupillent très simplement. On s'est retrouvés chez elle, à Cergy, au nord-ouest de Paris, après quelques mots au téléphone. Une maison au bout d'une rue, au fond d'un jardin, qu'elle semble occuper depuis des siècles. Une grande bibliothèque dans le salon et un étang au bord de la fenêtre – pile comme on imagine une maison d'écrivaine célèbre. Une cuisine colorée, où elle prépare les cafés et s'enquiert de nous comme si nous passions le boire tous les lundis. Annie Ernaux a posé une seule condition à l'entretien. Elle ne voulait pas se faire photographier. Ce n'est pas tant une affaire de complexes – les années qui passent – mais de principe : elle n'aime plus l'exercice. Et puis, elle a posé une question après notre arrivée : «Etes-vous venus en RER ?» C'est la ligne A, qui met son nid à trois quarts d'heure de la capitale. On l'a rencontrée en février pour discuter de politique, de la gauche et, à la vérité, de tout. L'écrivaine, soutien de Jean-Luc Mélenchon à la dernière présidentielle, ne conçoit ni l'écriture ni l'existence sans engagement. «L'action politique fait partie de moi, même quand je ne la rends pas publique», a-t-elle dit en rappelant sa jeunesse au milieu d'écrivains «engagés» comme Sartre, Beauvoir ou Camus qui «n'était pas si désengagé que ça».

POSITIONNEMENT TROP NEUTRE DES ÉCRIVAINS

Jean-Luc Mélenchon n'a pas oublié son soutien. Annie Ernaux, Nobel de littérature ? Il en «pleure de bonheur» parce que les «lettres francophones parlent au monde une langue délicate qui n'est pas celle de l'argent». Le triple candidat à la présidentielle explique à Libération que l'écrivaine donne «la première place à l'humain». Annie Ernaux, 82 ans, regarde toujours en arrière pour raconter et étayer le présent. Une manière de comparer les époques, de les enterrer ou, à l'inverse, de les déterrer. Souvent, elle déplore le positionnement trop neutre des écrivains dans une société inégalitaire. Elle nous l'avait martelé : «Je peux me tromper, j'ai envie de témoigner. J'ai un regard sur le monde social et les femmes, deux directions, deux douleurs, qui correspondent à ma biographie – j'ai vécu le mépris social et me suis heurtée, en tant que fille, à la domination masculine. Aujourd'hui, c'est très difficile de gagner sa vie en écrivant des livres. Les écrivains, s'ils se positionnent, ont peur de perdre des lec-

teurs, de moins en vendre. On peut le comprendre, mais à mon sens, c'est une erreur.»

Le passé remonte en évoquant le mot «gauche», qui porte depuis ses premiers votes l'émancipation, l'espérance et un idéal. Pendant l'interview, elle s'illumine en égratignant des figures de gauche, parfois chéries par la droite. Jeudi, après l'annonce du prix Nobel, le président de la République a réagi sur les réseaux sociaux pour féliciter l'écrivaine qui écrit «depuis cinquante ans, le roman de la mémoire collective et intime de notre pays». En février, dans son salon, Annie Ernaux dessine Emmanuel Macron comme ça : «Il a été créé par les puissances de l'argent – excusez-moi de parler marxiste. Une fois élu, son côté comédien a pris le dessus. Au moment de l'incendie de Notre-Dame, il donne une impression de surjouer. Quoique, c'est peut-être sa nature, puisqu'il a fait du théâtre.»

«UN LIEU OÙ TOUT LE MONDE POUVAIT TROUVER SA PLACE»

Annie Ernaux, née en Normandie, est arrivée à Cergy en 1975. A l'époque, c'est une ville nouvelle, «un chantier total, puisque c'était de la boue». Comme une expérience. Elle parle de son coin avec des étoiles dans le regard. Tout est facile, puisqu'il n'y a pas d'héritage à assumer. Elle fait connaissance avec le RER, arrivé à la fin des années 80 à Cergy. Durant ses trajets, elle prend des notes pour figer des visages et des intonations. Elle se souvient de ses tout premiers voisins : «C'est idiot de dire ça, mais il y avait un avenir, une certitude que se construisait ce qui n'avait jamais été fait.» Elle relie cela inlassablement à la politique : «On venait tous d'arriver et rapidement, beaucoup comme moi ont été portés par la conviction de se retrouver dans la ville de demain. Il y a eu des rassemblements de quartiers, plus ou moins marqués socialement. Mais c'est un lieu où tout le monde pouvait trouver sa place – une diversité heureuse en quelque sorte. La vue que j'ai sur l'étang, je ne suis pas la seule à l'avoir. Des gens de toutes les classes la voient de leurs fenêtres.»

L'écrivaine a des bouquins, beaucoup et partout dans son salon. Elle en dévore et en reçoit à la pelle – sa cave est pleine. Les siens, elle ne les relit jamais, sauf événement particulier, comme une lecture devant le public. L'écrivaine n'en regrette aucun. Elle prend pour exemple son unique roman non autobiographique (*Ce qu'ils disent ou rien*, publié chez Gallimard en 1977), écrit trop vite à son sens : «Pourtant, à ce moment, je ne pouvais pas écrire autre chose. Et améliorer, c'est un terme que je ne connais pas en littérature. On peut améliorer un plat en ajoutant un ingrédient. Un livre, non : c'est une entité.» Tout est toujours une question de «temps» pour elle. Notre discussion durera une heure presque chrono. Elle a sonné la fin avec tact et douceur. Quand elle a estimé avoir tout dit, elle a coupé le robinet. Phrases plus courtes, petite moue, aucune digression : ça signifiait bye, bye.

RACHID LAÏRECHE



Annie Ernaux, à Cergy-Village (Val-d'Oise), en 1988. PHOTO SOPHIE

**ÉRIC VUILLARD ÉCRIVAIN**

«Elle se refuse à la platitude des grands sentiments personnels»

Annie Ernaux ne parle d'elle que pour se confronter au monde réel, sans jamais céder à la jouissance enfantine d'être unique, à cette rêverie bourgeoise qui hante depuis si longtemps la littérature, et où l'auteur et le lecteur communient dans le mirage de leur singularité, se renvoyant réciproquement la certitude flatteuse d'être des exceptions. La littérature s'émancipe lentement de ses fausses croyances. Il faut du temps pour s'accorder au grand nombre, pour se défaire de l'idéologie. C'est ce que nous apprennent les très beaux livres d'Annie Ernaux.

Tout en partant d'elle-même – et de qui partir d'autre ? –, ses récits nous rendent sensibles les méandres intérieurs de la vie collective,

ils nous font éprouver combien nous sommes tributaires de notre famille, de nos camarades, et surtout, en lisant ses livres, nous sentons les forces qui structurent le monde, les inégalités qui assujettissent. Nous les sentons par une exactitude qui se propage et se réverbère dans le langage, pourtant toujours contrarié, empêché, désorienté par ces forces plus grandes, partout présentes, partout, dans les mots comme dans les choses, mais que l'écriture dévoile et amène à la conscience.

Annie Ernaux se refuse à la platitude des grands sentiments personnels, et si ses livres se passent le plus souvent dans la sphère intime, ils sont en réalité traversés par un élan collec-

tif, par l'histoire. J'ai lu *la Place* il y a trente ans, c'était le premier livre d'Annie Ernaux que je lisais. Je n'ai jamais oublié les silhouettes de ses parents, il me semble les voir, les entendre, les connaître. Mais quel est ce miracle étrange qui nous rapproche, tandis que les livres nous montrent ce qui nous sépare – et quoi de plus indubitable, quoi de plus rude, que l'égalité sociale – quel est ce ton, cette musique qui nous rend soudain les autres tangibles, compréhensibles, aimables ?

Chez Annie Ernaux, la netteté est une décision, un art et une méthode, mais son écriture découvre sans cesse de nouvelles manières de se tenir à distance et de s'im-

pliquer, de créer un intervalle qui ne soit pas une absence, de parler de soi et des autres sans innocence et sans charité. Dire que son écriture est engagée ou politique signifie trop peu, elle appartient à ce large courant de l'histoire littéraire qui n'imagine pas que l'art romanesque puisse être entièrement étranger aux principaux soucis de l'existence humaine. Sa prose dense et limpide, son acharnement, une forme très tendue de loyauté, font de ses livres des témoins qui ne trahissent pas. C'est qu'il faut du temps et de l'intrépidité pour s'accorder au grand nombre ; et n'est-ce pas le désir secret, à la fois utile et précieux, de la littérature, parvenir à se reconnaître dans les autres ?

ÉRIC VUILLARD**NICOLAS MATHIEU ÉCRIVAIN**

«Des phrases chargées d'explosifs»

«J'ai un souvenir très précis de mes premières lectures d'Annie Ernaux, quand j'avais une vingtaine d'années. Elles m'ont tellement marqué que je revois le lieu et je retrouve les sensations, au château de Vincennes, sur la pelouse. Elle est la première à avoir mis des mots très précis sur ce qu'étaient le sort et les affects des transfuges de classe. Elle a mis pour moi des mots sur des choses qui m'habitaient sans que je puisse les débrouiller : la honte de ses parents, la honte d'avoir eu honte. Elle met des mots à la place des autres sur des choses très partagées, ce qui lui vaut une

grande partie de son lectorat. Elle parle pour. A la place de.

«Comme Perec avant elle, elle a réussi à trouver une manière d'infuser la matière littéraire avec les apports des sciences sociales. Ses mots, ses phrases transpirent la sociologie. Et il y a dans son écriture un pouvoir de condensation, un rapport fascinant entre la force exprimée et la réduction du texte. Elle cisèle son écriture et ça la densifie. Elle arrive à faire des phrases chargées, au sens chargées d'explosifs. Avec des lignes claires. Comment fait-elle tant avec si peu ? Notamment

dans *les Années*, où elle est capable de passer sans peine de l'intime à l'histoire.

«Juste après la publication de mon premier roman, *Aux animaux la guerre*, en 2014, elle passait à Nancy et je suis allée la voir en tremblant. Elle m'a dédié son roman et je lui ai offert le mien avec une dédicace. Elle a commencé à la lire tout haut et j'étais extrêmement gêné car ma dernière phrase était : "En un mot vous l'aurez compris, je vous aime."»

Recueilli par **ALEXANDRA SCHWARTZBROD****HÉLÈNE GESTERN ÉCRIVAIN**

«J'admire l'écrivaine, capable de se réinventer de livre en livre»

Quand j'ai découvert Annie Ernaux, j'ai eu l'impression d'entrer dans un espace où les mots épousaient la vie, au plus proche. Ce fut un choc. Elle disait l'expérience humaine dans sa forme presque chimiquement pure ; il était impossible de ne pas s'y reconnaître. Je savais que la littérature avait le pouvoir de dire toutes les histoires, les fictions ; mais je n'avais pas encore pris conscience

qu'elle pouvait épouser la vie et la transcender. Depuis, Annie Ernaux n'a pas cessé de m'accompagner, et dans ma vie de femme, et dans celle d'écrivaine. Elle m'a encouragée, au sens fort de ce terme, qui est «offrir du courage». Son courage à elle, inutile d'y revenir : elle a su affronter ce qui blesse, qui humilie, qui détruit. Et nous donner le droit de le faire à notre tour.

Mais au-delà de la force de son projet, social et politique, j'admire l'écrivaine, capable de se réinventer de livre en livre, de proposer une *forme* nouvelle pour chacun de ses récits. Il faut une intelligence, une ténacité, une passion hors du commun pour consacrer sa vie entière à cette exigence, pour accepter de *s'incarner* de la sorte dans les mots, sans se ménager jamais. A mon tour, une fois

entrée en écriture, j'ai mieux compris ce que cela coûtait. La puissance de l'effort. La hauteur des barrières à franchir. Le pouvoir libérateur des livres. Savoir qu'aujourd'hui Annie Ernaux a reçu le prix Nobel est une joie : l'idée, tellement réconfortante, tellement juste, que la littérature va pouvoir rendre à une écrivaine d'exception ce qu'elle lui a donné.

HÉLÈNE GESTERN



Annie Ernaux en 1988 à Cergy peu après la sortie d'*Une femme*. PHOTO SOPHIE BASSOULIS, SYGMA

GENEVIÈVE BRISAC ÉCRIVAINNE

«La conviction qu'existe une phrase juste qui terrasse la honte»

L'information s'est affichée sur mon téléphone. Mon cœur s'est rempli de joie, comme la fois où Alice Munro avait été couronnée. Cette joie, cette gaité qui envahissent quand quelque chose de vraiment génial se produit. Un événement ravissant. Genre: un but au Mondial. J'ai couru dans la rue comme une gamine, j'aurais bien embrassé tout le monde sur mon passage (et fini au commissariat). J'aurais bien été ce soir à une manifestation de joie, pour le plaisir immense que donne le sentiment d'une victoire collective, toutes pour une, une pour toutes. Mais *Libération* ne m'a pas demandé de commentaires sportifs sur cet événement du 6 octobre. On m'a demandé de parler de la phrase d'Annie Ernaux, puisque aussi bien, il y aura des personnes pour parler de son engagement, de ses choix politiques, de Pierre Bourdieu, de Cergy, des femmes, et des prix.

C'est assez simple. La phrase d'Annie Ernaux, une phrase comme un couteau dit-on parfois, découpe et sonde la mémoire, interroge les souvenirs, l'intime, en fait l'analyse et le récit. C'est ça qui est bien, qui lui donne sa force de funambule, cette phrase légère mais implacable qui tranche. Virginia Woolf, notre amie commune, disait :

«Pour écrire à sa guise, une femme a besoin (en plus d'une chambre à soi et de cinq cents livres de rente) d'une phrase assez souple et assez légère pour épouser les mouvements de sa pensée, et s'accorder à sa respiration.»
La phrase d'un écrivain on le sait, res-

semble toujours à son souffle. Pour parler de cette phrase précise, directe, sur le fil, je passe par un petit souvenir. Un jour, j'ai fait un cours sur un livre que j'adore, *l'Événement*. Les étudiantes de ce mastère de traduction étaient horrifiées. Comment osais-je parler d'un tel livre, absolument choquant, absolument indécent, ce fœtus, ce sang, oui, ce sang. Ce sexe tout le temps. Tout cela est tellement dégoûtant. Et le plus dégoûtant, a dit une jeune femme, c'est que cette femme ose se faire du fric avec son malheur. Si c'est cela la littérature, merci beaucoup. Scandalisée à mon tour, j'ai parlé de vérité, d'injustice à nommer, de honte et de souffrance. De lucidité et de courage. J'ai parlé du droit à l'avortement et à la contraception, ces droits toujours menacés. J'ai parlé de centaines de milliers de mortes. Mortes à la guerre de la naissance. Vous comprenez ? Vous ne savez donc pas lire ? Elles gardaient un visage fermé, les oreilles fermées. J'ai mesuré le courage d'Annie. Un courage fondé sur la foi dans la beauté. Un courage fondé sur la conviction qu'existe une phrase juste qui terrasse la honte, la haine de soi, la peur aussi. Un courage fondé sur l'horreur de l'hypocrisie et de l'insincérité, sur la certitude que le devoir d'une écrivaine est de dissoudre sa vie dans ses mots. Un courage appuyé sur cette arme, une phrase, comme un couteau.

Paura non abbiamo ["nous n'avons pas peur", ndr], chantent traditionnellement les paysannes italiennes en grève.

Et les écoutant, je pense à Annie Ernaux.

GENEVIÈVE BRISAC

AUDREY DIWAN CINÉASTE ET AUTRICE

«Un propos collectif tant il est universel»

«C'est son écriture blanche qui m'a d'abord attirée vers ses livres. Et la manière dont la première personne du singulier lui permet de formuler ce qui n'a jamais été dit avant elle, et devient un propos collectif tant il est universel. La résonance de son nom et de ses textes n'a cessé d'avoir une portée de plus en plus ample.

«Pour *l'Événement*, Annie Ernaux a accepté de m'accompagner tout au long de l'écriture du film. Les premières fois que l'on s'est vues, elle a éclairé les angles morts du récit, ouvert des albums pour me montrer comment elle était vêtue ou coiffée. Elle était dans le par-

tage, la générosité. Elle m'avait dit: *"De tous mes livres, l'Événement est celui qui a le moins intéressé les journalistes."* On était au début des années 2000, il était sans doute encore inconvenant d'écrire sur l'IVG. Grâce à cette œuvre, grâce à cet élan autobiographique, l'appétence et la sensibilité collectives n'ont cessé d'évoluer. Annie Ernaux parle de manière très intime de sa vie de femme. Si les jurés du Nobel ont choisi de distinguer cette œuvre, c'est forcément ce parcours de femme et sa manière de l'interroger qu'ils honorent.»

Recueilli par ANNE DIATKINE

MANON GARCIA PHILOSOPHE

«Elle montre que l'intime est politique»

«On est tentés de voir Annie Ernaux comme une héritière de Simone de Beauvoir, parce qu'elles sont féministes et qu'elles ont toutes les deux écrit sur leur vie. Ernaux a dit plusieurs fois l'importance qu'a eue la lecture de *Deuxième Sexe* dans sa vie. Mais il y a une immense différence: Beauvoir écrit des *Mémoires*, c'est-à-dire qu'elle pense en partie que sa vie est intéressante par son caractère exceptionnel de vie d'autrui. Ernaux, elle, s'efforce d'écrire la vie ordinaire. A ce titre, elle parle directement de ce que

c'est que de vivre une vie de femme. Son style si apparemment neutre a, je crois, à faire avec cette idée que ce qui fait de sa vie une exception est qu'elle l'écrit et non ce qui s'y passe. En écrivant cette vie, elle montre que l'intime est politique, mais aussi que le politique est intime: ces "questions de société" que sont l'avortement ou le viol sont aussi, et peut-être surtout, des expériences humaines, des expériences notamment de ce que c'est que de vivre dans le monde des hommes. Ce ne sont pas des

questions abstraites, ce sont des expériences dramatiques, dont l'écho se fait entendre au long de la vie et au long des différents livres.»

Recueilli par SIMON BLIN

LIBÉ.FR

Un «Nobel féministe et engagé» loué à travers le monde La presse internationale salue les combats de l'écrivaine normande et son écriture.

ROSE-MARIE LAGRAVE SOCIOLOGUE

«Ne pas faire beau mais juste»

«Longtemps, Annie Ernaux ne s'est pas qualifiée de transfuge de classe, mais toute son œuvre l'atteste. Dans *les Armoires vides*, *Mémoire de fille*, en passant par *les Années*, elle décrit les méandres et ajustements que suppose toute migration sociale. Elle n'a cessé de gratter les couches successives de sa mémoire et de convoquer ses journaux intimes pour restituer le gouffre social entre l'épicerie de ses parents à Yvetot et son accès à la bourgeoisie

à laquelle la destinaient ses études supérieures et un mariage au-dessus de la condition de ses parents. Ce porte-à-faux si puissamment traduit par *la Femme gelée* l'a conduite à surmonter par l'écriture *la Honte* et l'illégitimité qui étreignent nombre de transfuges de classe, mais aussi les brisures intimes provoquées par un viol et un avortement dont, à son époque, nul ne s'aventurerait à en écrire les désastres. Ce porte-à-faux impliquait

aussi de travailler sur le style littéraire. Ne pas faire beau, mais juste. D'où "*l'écriture plate ou blanche*", les faits rien que les faits, en une "*ethnologie de soi-même*" qui place son œuvre à la lisière de la littérature et des sciences sociales. Son œuvre est un miroir tendu réfléchissant les dominations de classe et de genre, elle qui dit "*vouloir venger sa race*".»

Recueilli par
ANASTASIA VÉCRIN

ALICE DIOP CINÉASTE

«Puissant, politique, chirurgical»

«C'est bien la première fois que je suis émue aux larmes pour l'annonce d'un prix Nobel! J'ai lu *la Place* quand j'avais 20 ans, j'étais étudiante à la Sorbonne en histoire, je me sentais profondément seule, déphasée, et d'un coup, ce livre m'a offert un miroir réflexif comme si l'auteure concentrait dans ses pages en m'ayant devancée dans son parcours, sa réflexion, un ensemble d'expérience très spé-

cifique propre à ce qu'on a fini par nommer les transfuges de classe.

«Partir d'une situation de fragilité, surmonter la honte, raconter la violence subie, élever au rang de littérature des choses qui n'étaient pas destinées à entrer dans son champ comme ces pages géniales sur l'odeur d'eau de javel à la maison, tant sa mère est obsédée par le ménage, odeur que j'ai sen-

tie, presque portée sur moi toute mon enfance, c'était bouleversant. Mon expérience de femme a été traversée par sa littérature, c'est puissant, politique, chirurgical. Annie Ernaux a éclairé, nommé, ce que j'avais vécu, elle l'a réparé et a transformé ma fragilité en puissance, elle m'a permis de devenir la femme que je suis.»

Recueilli par
DIDIER PÉRON

THOMAS OSTERMEIER, METTEUR EN SCÈNE

«Elle combat la ségrégation de classe et de genre»

«Je suis heureux et surpris car Annie Ernaux n'appartient pas à la tradition classique des romanciers récompensés par le Nobel et n'a jamais fait partie de la classe bourgeoise. Ce prix confirme qu'un grand changement est à l'œuvre dans le monde de la culture, car ce n'est pas seulement une femme qui écrit, mais une femme de la classe ouvrière. Cela me donne de l'espoir, car ses livres font prendre conscience qu'il ne faut pas seulement combattre la discrimination raciale mais aussi la ségrégation de classe et de genre.

«Ce qu'elle raconte touche à l'universel, de l'histoire d'une jeune femme qui entre dans la vie amoureuse et sexuelle, au quotidien de la vie en province. Je ne connais personne d'autre qui puisse décrire comme elle ces événements, comme dans *les Années*, par des références à la vie de tous les jours, issues de la culture populaire.

«Je l'ai découverte par l'intermédiaire des textes de Didier Eribon et Edouard Louis, et sa lecture a été un choc émotionnel. J'essaie à Berlin de porter cette voix, sur les planches de la Schaubühne [*théâtre berlinois abritant la troupe dirigée par Ostermeier, ndr*], où Sarah Kohm monte actuellement *Mémoire de fille*. Même si l'écriture d'Annie Ernaux n'est pas spécialement théâtrale, il y a une urgence à mettre en scène ces récits.

«En 2019, nous lui avons remis le prix de l'Académie de Berlin dont je fais partie. Du reste, en Allemagne, sa reconnaissance est plutôt tardive mais son influence est désormais majeure sur toute une nouvelle génération de jeunes écrivains comme Christian Baron ou Kübra Gümüşay, qui écrivent sur leur enfance en famille ouvrière ou d'origine immigrée.»

Recueilli par
CLÉMENCE MARY



Les images du film *les Années Super 8* ont été tournées par Philippe Ernaux entre 1972 et 1981. PHOTOS LES FILMS PELLEAS

«Les Années Super 8», Ernaux par le bout du ciné

L'auteur a présenté en mai à la Quinzaine des réalisateurs le documentaire coréalisé avec son fils David Ernaux-Briot à partir d'archives vidéos familiales. Un tableau d'époque et de milieu.

L'histoire retiendra peut-être que l'année où elle reçut le Nobel de littérature, une primo-cinéaste de 81 ans alors fut également gratifiée d'une sélection au festival de Cannes. A la Quinzaine des réalisateurs, Annie Ernaux vint présenter *les An-*

nées Super 8, documentaire coréalisé avec son fils David Ernaux-Briot à partir d'archives vidéos familiales. Sur la scène du Théâtre Croisette, arrivant à petits pas en veste blanche et pantalon noir sous des applaudissements nourris (Tom Cruise n'avait qu'à se rhabiller), l'écrivaine prononça quelques mots avant la projection afin de résumer son projet : écrire un texte destiné à être lu en voix off sur des images tournées par son mari, Philippe Ernaux, entre 1972 et 1981. Elle précisa que ce texte-là, où l'on reconnaît l'inimitable clarté de sa phrase et l'acuité sociologique de sa voix (la caméra Super 8, «ob-

jet désirable par excellence, bien plus que le *lave-vaisselle* ou *la télé en couleurs*», les vidéos captant «ce qui n'arrivera pas deux fois»), ce texte, donc, «appartient au reste de son travail». Avec ce quelque chose de différent : la nécessaire adaptation aux images, aux archives, ce «*va-et-vient entre la réalité matérielle, les images, ma mémoire et l'écriture*». A quoi l'on ajouterait que, préexistant à l'écriture, ces images la rendent ici moins urgente que dans ses livres.

Le film est un tableau d'époque et de milieu, celui de la «*bourgeoisie de fraîche date*» qui, en col pelle à tarte et foulard, passe ses vacan-

ces au Chili grâce au *Nouvel Observateur* ou au Maroc dans un village-vacances, et s'installe dans la ville nouvelle de Cergy-Pontoise, alors en rase campagne... Ici, comme toujours, ce qui plaît dans les marqueurs, jusque dans leur affolante banalité, c'est l'inscription d'une existence dans le temps et le collectif. L'écrivaine, prof de lettres en collège, écrit alors «*en secret*». Ce qu'on voit à l'image est en deçà de ce qu'elle en fera, plus tard, mais c'en est la matrice.

ÉLISABETH FRANCK-DUMAS

Les Années Super 8, sur Arte.tv jusqu'au 31 octobre.



Le Premier ministre hongrois Viktor Orbán et le président du Conseil européen, Charles Michel à Prague jeudi. PHOTO R. PIETRUSZKA. EPA. EFE



Jeudi à Prague, le Premier ministre

Par
NELLY DIDELOT

Sur le site de Rosstat, l'agence des statistiques russes, les chiffres des exportations sont restés bloqués à 2021, ceux des importations à 2022. Depuis le début de la guerre en Ukraine et les sanctions occidentales qui ne cessent de s'alourdir, la plupart des indicateurs économiques russes ne sont plus rendus publics. Disparus les rapports mensuels sur la production de pétrole, le trafic aérien ou l'état de santé des banques. Seuls demeurent les chiffres relativement favorables qui alimentent le récit d'une Russie résistante aux sanctions, ce qui fait le délice de nombreux partis d'extrême droite et de gauche radicale européens qui ont longtemps eu les yeux de Chimène pour Vladimir Poutine. La réalité est tout autre : les sanctions font mal et feront encore plus mal au fur et à mesure qu'elles déploieront leurs effets destructeurs.

Pour avoir une idée de l'état réel de l'économie, il faut se pencher sur son cœur : la production et l'exportation d'hydrocarbures. A lui seul, le pétrole représente en temps normal un tiers du PIB, la moitié des recettes fiscales et deux tiers des exportations. Mais quelle est aujourd'hui l'importance de ces exportations ? Sur cette question, deux réponses et deux groupes d'économistes s'opposent. Selon une projection de Bloomberg publiée en juin, basée sur les chiffres du ministère de l'Économie et sur les tendances à l'exportation du mois de mars, Moscou gagnerait plus avec le gaz et le pétrole cette année qu'en 2021. Soit 280 milliards d'euros, contre 232, grâce à l'envolée des prix.

Mais en juillet, une autre étude menée par un groupe de chercheurs de l'université de Yale, est arrivée à des conclusions très différentes. Elle estime que les tendances d'exportations d'hydrocarbures du mois de mars ne sont plus valables, en pointant la baisse des ventes en Europe, où les importations de gaz naturel liquéfié (GNL) américain ont dépassé le gaz

SANCTIONS

Pour la Russie, plus dure sera la chute

Si Moscou cherche à limiter la publication de statistiques sensibles, plusieurs études pointent la dégradation importante de certains secteurs. Les restrictions forcent le Kremlin à puiser dans ses réserves.

russe depuis le mois de juin. En parallèle, la « bascule vers l'Est » des ventes d'hydrocarbures voulue par Poutine ne donne pas les résultats espérés. Le manque de gazoducs partant vers l'Asie empêche une redirection rapide des flux, et les capacités pour le GNL sont très limitées. Signe intéressant, Gazprom ne distribuera pas de dividende à ses actionnaires pour la première fois depuis trente ans.

LA PRODUCTION DE PÉTROLE DÉJÀ RALENTIE

Même pour le pétrole, qui pose moins de contraintes logistiques, la bascule vers l'Asie donne des effets limités. La Chine et l'Inde ont augmenté leurs importations mais probablement sans compenser la baisse des ventes sur les marchés occidentaux. Surtout, le baril de brut leur est vendu en moyenne 35 euros moins cher, ce qui fait rentrer moins de devises dans les caisses russes. « La Russie peine à réorienter ses flux d'énergie », estime une source diplomatique française. En juillet, les revenus du pétrole se sont limités à 9 milliards d'euros contre 21 à la même époque l'an dernier. Si on cumule toutes les énergies, la Russie gagnait en moyenne 170 millions par jour en moins en juillet-août, par rapport à février-mars. » Avant même l'entrée en vigueur de l'embargo européen sur le pétrole russe, prévue pour décembre, la production a commencé à ralentir. La Russie pompe moins de barils de brut que ce qu'autorisent les quotas de l'Opep et le ministère des Finances estime que la production de pétrole pourrait diminuer de 9% à 17% en 2022.

« Les sanctions frappent l'économie russe de plusieurs manières, mais deux objectifs sont essentiels. Il faut diminuer la capacité de Poutine à redistribuer les roubles, ce qui dépend principalement du budget, et diminuer la capacité de la Russie à importer, qui dépend, elle, de la disponibilité des devises et des restrictions », explique Janis Kluge du German Institute for International and Security Affairs. De fait, ces indicateurs ne sont pas très



tchèque, Petr Fiala, avec Ursula von der Leyen. PHOTO PETR DAVID JOSEK. AP

encourageants pour Moscou. Les revenus diminuent et les dépenses augmentent. «A la suite d'une vague massive de mesures de relance budgétaire et monétaire déclenchée après l'invasion, les dépenses de l'Etat russe sont d'une ampleur bien plus grande qu'auparavant», note l'étude de Yale. En parallèle, le budget militaire explose. D'après les calculs de Janis Kluge, l'armée a reçu en janvier et juillet au moins 20 milliards d'euros de plus qu'en 2021 à la même période. Son budget total pour l'année devrait s'élever à 80 ou 100 milliards d'euros au lieu de 60. L'ensemble commence à peser. Depuis avril, le budget mensuel fédéral est déficitaire, obligeant l'Etat à puiser dans ses réserves.

EFFONDREMENT DES IMPORTATIONS

Les sanctions pèsent aussi lourdement sur les importations. Selon l'étude de Yale, elles pourraient s'être effondrées de 50%, tirées vers le bas par les restrictions occidentales et la division par deux entre janvier et avril des échanges avec la Chine, premier partenaire commercial russe. Les conséquences en sont douces amères. «Au deuxième trimestre 2022, la Russie a enregistré l'excédent de sa balance courante le plus élevé de son histoire, principalement en raison d'un excédent commercial record. Plus de la moitié de cet excédent est due à une baisse drastique des importations, ce qui pourrait à terme saper la capacité de production russe», note le

think tank Bruegel dans un rapport publié début septembre.

Les sanctions bancaires, qui compliquent la participation des entreprises russes au commerce international, se sont combinées aux sanctions directes sur certains types de produits, notamment technologiques, pour mettre des secteurs quasiment à l'arrêt. Faute de certains composants, la production de voitures, par exemple, s'est effondrée. Pour essayer de contourner les pénuries, les normes de sécurité ont été abaissées, et les nouveaux véhicules qui sortent des lignes de production n'ont plus d'airbag ou d'assistance au freinage.

«Avant la guerre, la Russie était dépendante des Etats-Unis à 45% et de l'Union européenne à 21% pour les produits de haute technologie. La Chine lui en fournissait 11%, mais elle ne peut pas faire beaucoup plus. Moscou n'a pas les moyens de contourner ces sanctions comme en 2014», estime la même source diplomatique. «Les sanctions pèsent déjà, mais elles vont surtout avoir un effet graduel, cumulatif, à plus long terme. Dans le domaine de l'énergie, la Russie va avoir besoin de construire de nouveaux champs gaziers pour remplacer ceux qui arrivent à maturité. Sans investissements étrangers et sans technologie occidentale, ce sera impossible et cela risque d'asphyxier un secteur économique clé», complète Agathe Demarais, directrice des prévisions mondiales de l'Economist Intelligence Unit.

Bruxelles passe à la huitième vitesse

Avec l'adoption d'un nouveau train de sanctions contre Moscou, l'Europe espère étrangler l'économie russe et accélérer la fin de la guerre.

Il aura fallu tout juste une semaine pour que les Vingt-Sept adoptent, à l'unanimité, le huitième paquet de sanctions contre la Russie proposé le 28 septembre par la Commission européenne en réponse aux référendums illégaux d'annexion organisés dans le Donbass et le sud de l'Ukraine. Ce paquet est entré en vigueur dès jeudi. Et contrairement à ce que l'on pouvait craindre, la Hongrie n'a pas joué le trouble-fêtes. Pour donner une idée de l'ampleur de ces sanctions, les importations russes vers l'UE ont diminué de plus de 60% et les exportations européennes vers la Russie d'un tiers depuis le 24 février. Il faut y ajouter les sanctions américaines, britanniques ou japonaises... Ce nouveau paquet allonge encore la liste des produits frappés d'embargo: produits finis ou semi-finis contenant de l'acier russe, produits chimiques, bijoux, textile,

plastiques, etc. Soit un montant de 7 milliards d'euros. Mais ceux liés à l'industrie nucléaire pourront continuer à être exportés, ainsi que l'or ou les diamants, sans que l'on en comprenne la raison. La Commission européenne se contente de noter que les exportations de diamants ont diminué de 75% ces trois derniers mois.

Une série de produits européens, représentant 700 millions d'euros en valeur, ne pourront plus être exportés: tout ce qui est lié à l'avionique, semi-conducteurs (notamment ceux trouvés dans les armes russes en Ukraine), composants chimiques pouvant entrer dans la fabrication d'armes, produits pouvant servir à la torture ou à maîtriser les foules, lignite, armes légères... Il s'agit d'étrangler l'industrie d'armement russe. De même, les Européens ne pourront plus fournir de services dans les domaines juridique, de l'ingénierie, informatique et de l'architecture. Enfin, toutes les crypto-transactions sont frappées d'interdit (jusqu'à-là, il existait un plafond maximum de 10 000 euros).

La liste noire de l'UE -1206 personnes et 108 entités ont déjà vu leurs biens gelés et, pour les premières, leur séjour dans l'UE interdit - s'élargit à 37 personnes supplémentaires. Il s'agit de frapper ceux qui ont participé à l'organisation des référendums dans le sud et l'est de l'Ukraine, ou l'ont facilitée, acteurs de la désinformation russe, journalistes ou «intellectuels», responsables du ministère russe de la Défense ou ceux qui fournissent des armes à l'armée. En revanche, les étrangers ne sont pas visés à ce stade. Mais l'UE ayant constaté que certains s'étaient fait une spécialité de contourner les sanctions, ce huitième paquet prévoit de s'en prendre aux personnes ou aux entreprises qui y auront participé.

Enfin, les Vingt-Sept ont décidé de plafonner le prix du pétrole russe à destination des pays tiers, pétrole qui ne pourra plus être importé dans l'UE à partir du 5 décembre. Il s'agit d'alléger l'embargo afin d'éviter de toucher l'Afrique ou l'Asie, exactement comme pour les produits agricoles russes. En effet, les assureurs et réassureurs européens ayant l'interdiction d'apporter leur garantie au transport de pétrole russe, les bateaux sous pavillon européen ne pouvant plus le transporter et aucun bateau, quel que soit son pavillon, ne pouvant plus transiter par un port de l'UE, cela les prive de facto de cette précieuse ressource. Les compagnies européennes, dominantes dans l'assurance, seront donc autorisées à garantir les cargaisons qui auront été achetées au prix que fixera le G7, ainsi que leur transport vers les pays tiers.


JEAN QUATREMER

Correspondant européen


Avec les restrictions et la guerre, plus de 1200 entreprises étrangères ont quitté la Russie, ramenant les investissements étrangers trente ans en arrière. Ensemble, les investissements de ces multinationales représentaient 40% du PIB national. Certaines, comme McDonald's ou Starbucks pour citer les plus connues, ont été remplacées par des ersatz russes, mais la plupart ont complètement cessé d'opérer.

«UNE RÉCESSION TRÈS IMPORTANTE»

Mis bout à bout, ces effets en cascade de la guerre et des sanctions minent la croissance. Si la récession est moins forte que ce qui avait été estimé au printemps, elle devrait tout de même atteindre 6% cette année, soit un écart de 9 points par rapport aux prévisions du Fonds monétaire international avant guerre. «C'est une récession très importante. En 1998, quand la Russie avait connu une importante crise financière, son PIB ne s'était contracté que de 5 points. En 2014 après l'annexion de la Crimée, les sanctions occidentales n'avaient pas produit de récession, il avait fallu attendre 2015 et la baisse des prix de l'énergie pour voir le PIB reculer de 1,9%», rappelle Agathe Demarais. Et en 2012, quand l'Iran avait été visé par une nouvelle vague de sanctions et ses banques déconnectées de Swift, la récession avait été limitée à 3,8%. Moscou ne pourra pas le cacher longtemps, les effets économiques des sanctions sont bien là. ◀



ABONNEZ-VOUS



Offre intégrale 29,90€ par mois

Soit plus de 50% de réduction par rapport au prix de vente en kiosque. Offre à durée libre sans engagement valable jusqu'au 31.01.2023.

S'ABONNER À LIBÉRATION EN CONTACTANT LE 01 55 56 71 40 OU SUR ABO.LIBERATION.FR

CRISE DE L'ÉNERGIE

L'exécutif reste trop sobre

Présentées jeudi, les mesures d'économies d'énergie du gouvernement s'avèrent timides. Si l'Etat se fixe des objectifs ambitieux, les annonces sur les entreprises ou les particuliers reposent encore sur leur bonne volonté.

Par
**FRANTZ DURUPT, LAURE EQUY,
CORALIE SCHAUB et ÈVE SZEFTTEL**

Un dispositif Ecowatt, «véritable Bison Futé de la situation énergétique», une campagne de communication, des plans (non contraignants) pour les entreprises, le sport, la culture, l'Etat, les collectivités... «Nous nous donnons les moyens de traverser l'hiver», veut rassurer Elisabeth Borne, concluant le raout gouvernemental de présentation de sa politique de sobriété énergétique: trois heures de tables rondes, devant un parterre de 400 invités Porte de Versailles à Paris, le tout tartiné d'une couche de com, avec photo de famille, plan de sobriété à la main, et slogans jargonnant. La Première ministre a voulu jeudi faire taire les ricaneries, qui ont raillé les macronistes convertis à l'étendoir à linge ou au col roulé: «Certains voudraient réduire la sobriété à quelques symboles ou la tourner en dérision. La sobriété n'a jamais été aussi sé-

rieuse.» Un dossier qui mixe crise énergétique aiguë, lutte contre le changement climatique, souveraineté et pouvoir d'achat des Français, inquiets de l'explosion des prix. Il s'agit de réduire, en deux ans, de 10% la consommation d'énergie par rapport à 2019. Avant de viser la neutralité carbone d'ici 2050. Avec un parc nucléaire tournant au ralenti et les tensions, nées de la guerre en Ukraine, sur l'approvisionnement en gaz, le concept de «sobriété», longtemps porté dans l'indifférence par les écolos, est devenu un impératif. Et la ministre de la Transition énergétique, Agnès Pannier-Runacher, a dégainé des mesures d'urgence anti-coupures et anti-délestage. Premier à devoir baisser les feux, l'Etat est censé servir de modèle. «Les Français ne comprendraient pas qu'on leur demande des efforts tant que les plus grands acteurs ne sont pas irréprochables»,

prévient la ministre. Les entreprises, elles, ne seront contraintes à rien. Borne veut «miser sur la responsabilité collective et non sur la contrainte» et Pannier-Runacher tape au passage sur «une écologie de salon, punitive et descendante». Les particuliers sont aussi invités à contribuer à la chasse au gaspi et n'échapperont pas aux spots sur les écogestes à la télévision et à la radio, diffusés dès lundi et jusqu'en février. Quid du printemps après l'hiver? «Il faut cranter ces démarches, nous ne reviendrons pas dessus», assure le ministre de la Fonction publique, Stanislas Guerini. «La sobriété est une réponse à l'urgence mais doit être une prise de conscience, professe Elisabeth Borne. Ce n'est pas un effet de mode le temps d'un hiver, mais une nouvelle manière de penser et d'agir.» Le plan du gouvernement ne saurait être alors qu'un premier palier. ◀

La Première ministre, Elisabeth Borne, jeudi à Versailles.
PHOTO EMMANUEL DUNAND. AFP



PRÉSENTATION
DU PLAN DE

DANS LE SECTEUR PUBLIC MONTRER L'EXEMPLE

Chauffer moins, éteindre plus, ralentir sur l'autoroute, accélérer les travaux. Avec ses 94 millions de m² de locaux et bâtiments et ses 2,4 millions d'agents, l'Etat consomme chaque année l'équivalent de l'énergie consommée par les Parisiens (20 TW par an). L'idée est d'économiser la consommation annuelle d'une ville de la taille de Montpellier (2 TW par an). L'Etat est surtout censé montrer l'exemple, le gouvernement misant sur ce signal pour embarquer les entreprises et les ménages. «C'est la condition pour demander à nos concitoyens de faire des efforts», espère le ministre de la Fonction publique, Stanislas Guerini. Parmi les 30 mesures dans le plan, le chauffage des bâtiments publics sera bloqué à 19°C - ce qui est déjà obligatoire... mais «nous voulons respecter la loi de façon effective», se rattrape Guerini - et baissera à 18°C, les jours «Ecowatt rouge» (en cas de grosse tension sur le réseau électrique), durant lesquels les agents travailleront en horaires décalés. L'eau chaude sanitaire sera coupée

dans les bureaux. Et les agents sont priés de rouler, lorsqu'ils utilisent leurs véhicules de service, à 110 km/h sur l'autoroute (alors qu'une telle recommandation n'est pas faite aux autres conducteurs). Une «task force d'énergéticiens», selon le mot du ministre, doit être dépêchée pour régler les chaudières, installer des éclairages LED, bref veiller à la gestion énergétique des sites publics. Une enveloppe de 150 millions d'euros est consacrée à de petits travaux permettant de gagner vite en énergie. Le télétravail ne sera pas massivement déployé, mais encouragé quand son recours permet de moins chauffer les sites, et l'indemnité en la matière revalorisée de 15%. Concernant les collectivités, il sera demandé de baisser la température des gymnases et piscines. Le fond vert d'1,5 milliard d'euros, créé en 2023, doit soutenir des projets locaux de transition énergétique. Le décret donnant un cadre aux maires pour éteindre les publicités lumineuses entre 1 heure et 6 heures a été publié jeudi.

La ministre de la Transition
énergétique Agnès
Pannier-Runacher. MAXIME
GRUSS. HANS LUCAS VIA AFP



DANS LES TRANSPORTS ON PLANE ENCORE

Très gourmand, surtout en énergies fossiles, le secteur des transports représente en France 32% de la consommation finale d'énergie et 30% des émissions de gaz à effet de serre. Pour inciter à la «sobriété dans nos mobilités», le gouvernement met en avant plusieurs mesures phares. Parmi elles, «favoriser le covoiturage grâce à un bonus pour tout nouveau covoitureur s'inscrivant sur une plateforme», mis en place à partir du 1^{er} janvier 2023 et dont le montant doit être fixé «prochainement».

Pour «développer les transports collectifs et l'usage du vélo», la prise en charge des frais liés aux services de location de vélo électrique par les employeurs «sera élargie à des loueurs privés (conventionnés) dès janvier 2023». Les entreprises sont aussi incitées à déployer le forfait mobilités durables pour soutenir notamment le recours de leurs salariés au covoiturage et au vélo. Ce forfait est exonéré de cotisations sociales jusqu'à 700 euros par an et cumulable avec le remboursement des transports en commun jusqu'à 800 euros. «Lorsque cela est possible», le report de la voiture ou de l'avion vers le train «sera recherché», dit l'exécutif, notamment pour les trajets professionnels de moins de quatre heures.

«Une nouvelle fois, le gouvernement "incite" uniquement les entreprises à mettre en place des mesures de sobriété, mesures qu'il aurait dû imposer dans la loi, regrette Sarah Fayolle, de Greenpeace France. La généralisation du forfait mobilités durables à tous les employeurs était une proposition de la Convention citoyenne pour le climat, en 2020, écartée de la loi climat en 2021.» Elle remarque aussi que le plan de sobriété est «extrêmement faible sur le secteur aérien : ne sont mises en avant que les solutions technologiques (amélioration de l'efficacité énergétique des avions notamment), rien sur la réduction du trafic. Rien non plus de structurel sur la relance du ferroviaire».

DANS LES ENTREPRISES SURTOUT N'OBLIGER À RIEN

Pour les entreprises, la ligne du gouvernement est aussi claire qu'attendue : pas question d'imposer quoi que ce soit. «C'est uniquement le volontariat qui prime», a insisté le ministre du Travail, Olivier Dussopt. Selon lui, «la meilleure des choses à faire est de faire confiance au dialogue social» et d'«accompagner et valoriser les entreprises qui prennent des initiatives innovantes». A côté de lui, le numéro 2 du Medef, Patrick Martin, affichait une mine satisfaite. Début septembre, les organisations patronales et syndicales se sont réunies et ont presque toutes signé un document listant une quinzaine de mesures «qui peuvent paraître évidentes», de l'aveu même du représentant patronal : une baisse du chauffage dans

les locaux pour approcher les 19°C (prévus par la loi) et 26°C de climatisation, «éteindre les postes de travail et les bornes wi-fi en dehors des horaires de travail lorsque cela est possible»... La CGT, seule, a refusé de signer. «Le document manquait d'ambition. Par exemple, la réduction du temps de travail n'est absolument pas portée», relève Véronique Martin, secrétaire confédérale chargée de l'environnement.

A part ça, s'est vanté Patrick Martin, «on a instauré les "ambassadeurs de la sobriété", autrement dit des salariés chargés de suivre la mise en œuvre des mesures («Ça "crante" très bien dans nos entreprises», selon lui). Les syndicats et représentants patronaux ne sont pas complètement d'accord sur

l'aménagement du temps de travail : là où les premiers trouvent «pertinent de réinterroger certaines pratiques comme le travail du dimanche», les seconds «insistent sur la nécessité de garantir la continuité des activités et leur viabilité économique». Ils se sont accordés pour, contrairement à l'Etat employeur, ne pas trop miser sur le télétravail : d'abord car celui-ci «n'est pas nécessairement un vecteur d'économie d'énergie», selon eux ; ensuite car «il présente, en outre, le double inconvénient d'entraîner un transfert des dépenses d'énergie vers les salariés, et, lorsqu'il est généralisé, de présenter un risque de fragilisation des collectifs de travail». Or, toutes les entreprises n'indemnisent pas leurs salariés en télétravail, loin s'en faut.

SUR LE LOGEMENT ÇA VA PAS CHAUFFER

Le logement est l'un des principaux gisements d'économies d'énergie et une campagne de communication, lancée lundi, viendra rappeler aux Français qu'il ne suffit pas d'éteindre les lumières en partant, mais qu'il faut aussi débrancher ses appareils électriques, éviter de traîner sous la douche et, bien sûr, ne pas chauffer au-delà de 19°C. D'autres mesures sont prévues. Par exemple, une prime allant jusqu'à 65 euros sera versée pour l'achat d'un thermostat intelligent sur les chaudières à gaz. Economie visée grâce à ce programmeur, en théorie obligatoire depuis 2018 : entre 5 et 15% de gaz. Autre recommandation : décaler de quinze jours la période de chauffe, en début et en fin de saison. «quand la température le permet», souligne cependant le gouvernement. Cela vaut pour les immeubles dotés d'une installation collective de chauffage, où on chauffe en général à partir du

15 octobre, et jusqu'au 15 avril. Dans les logements collectifs, il existe par ailleurs une obligation réglementaire, manifestement peu connue : l'individualisation des frais de chauffage. Elle permet d'ajuster la facture à la consommation, et d'éviter les phénomènes de passager clandestin. Le principe du pollueur-payeur appliqué aux copros, en quelque sorte. Aux syndicats de copropriété de le mettre en œuvre. Gain estimé par foyer, selon l'Ademe : 15% de frais en moins. Pour l'eau chaude sanitaire, qui représente 12% des consommations d'énergie dans les logements, des dispositifs «hydro-économes» existent, tels que des limiteurs de débits ou des «mousseurs» de robinet, qui mélangent l'air sous pression à l'eau. Cadeau bonus pour les plus vertueux : un «bonus sobriété», versé par les fournisseurs d'énergie (Engie, TotalEnergies, etc.). La prime ira de 30 à 120 euros.

RIO-PARIS

Treize ans après, deux puissants sur le banc des prévenus

Plus d'une décennie après la catastrophe du vol AF 447, le procès en correctionnel d'Airbus et Air France s'ouvre lundi. Les familles des 228 victimes espèrent obtenir des réponses sur la culpabilité des deux fleurons de l'industrie aéronautique, qui rejettent toute responsabilité.

Par
FRANCK BOUAZIZ

Il faut remonter au crash du Concorde, le 25 juillet 2000 à Gonesse (Val-d'Oise), qui avait fait 113 victimes, pour trouver un équivalent. Le procès exceptionnel du crash du Rio-Paris de 2009, qui s'ouvrira lundi au tribunal correctionnel de Paris, durera neuf semaines. Airbus et Air France vont faire face aux familles des 228 passagers et membres d'équipage décédés, pour la plupart parties civiles. Elles attendent des explications sur l'enchaînement des faits qui ont conduit à ce terrible accident. Les deux entreprises vont plaider la non-responsabilité et se retrancher derrière l'absence de directives des autorités de contrôle ou encore des fautes de pilotage.

QUE SAIT-ON DES CAUSES DE CET ACCIDENT ?

Le 31 mai 2009, un Airbus 330 de la compagnie Air France décolle de l'aéroport de Rio de Janeiro à 22h29. Le vol AF 447 transporte 216 passagers de 32 nationalités différentes, neuf hôtesses et stewards et trois pilotes. Le dernier contact entre l'équipage et le contrôle aérien a lieu à 1h35. A ce moment-là, au large des côtes brésiliennes, l'avion aborde une

zone d'orages tropicaux sources de violentes turbulences. Dans leur jargon, les équipages surnomment cette situation météorologique: «le pot au noir». Cinq jours plus tard, les premiers corps sont retrouvés, ainsi que des débris de l'appareil. Il n'y a aucun survivant. Comme l'appareil est de conception française et immatriculé en France, les investigations sont confiées au Bureau d'enquêtes et d'analyses (BEA). Un organisme placé sous la tutelle du ministère des Transports et saisi dès lors qu'un accident aérien se produit.

L'épave de l'appareil n'est localisée que près de deux ans plus tard, le 2 avril 2011 à près de 4 000 mètres de profondeur. Les boîtes noires dans lesquelles figurent les enregistrements des données du vol et des conversations de l'équipage sont récupérées après un mois de recherches.

La première cause de l'accident est, selon le rapport du BEA, le givrage par cristaux de glace de trois capteurs situés à l'avant de l'avion. Ces sondes Pitot (voir infographie page 15), des tubes en acier d'une vingtaine de centimètres de long, permettent aux pilotes de connaître en permanence la vitesse de l'appareil. Une information indispensable pour la conduite d'un vol. Dès lors qu'il est privé de ces données, l'un des trois pilotes

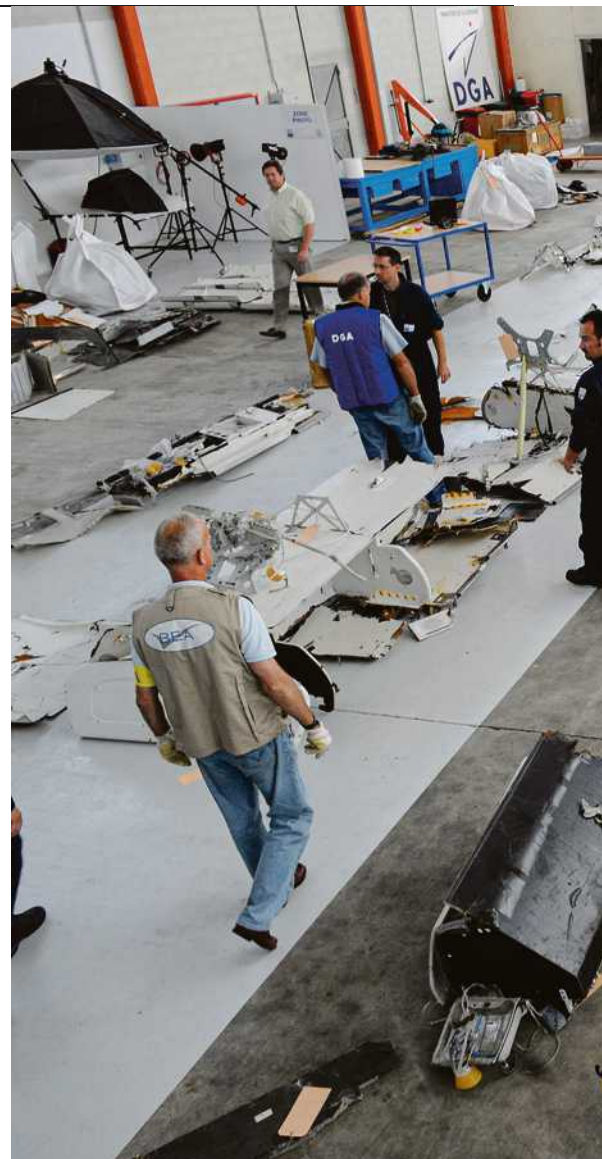
tire sur les commandes pour prendre de l'altitude car il croit à ce moment-là, à tort, que l'avion est en train de descendre. Au même moment, une série d'alarmes sonores et visuelles se déclenchent dans le cockpit. Les enregistrements de conversation montrent alors une incompréhension des pilotes face à une situation qui se dégrade très rapidement. Au bout de deux minutes, l'avion décroche. En clair, il cesse de voler, chute comme une pierre et perd 11 000 mètres d'altitude en quatre minutes avant de heurter l'océan. Les hésitations des pilotes durant le moment de crise qui a précédé la chute de l'avion résultent notamment d'une absence de formation. En 2009, leur apprentissage ne comprend aucun enseignement ni simulation sur cette situation de décrochage de l'avion en haute altitude.

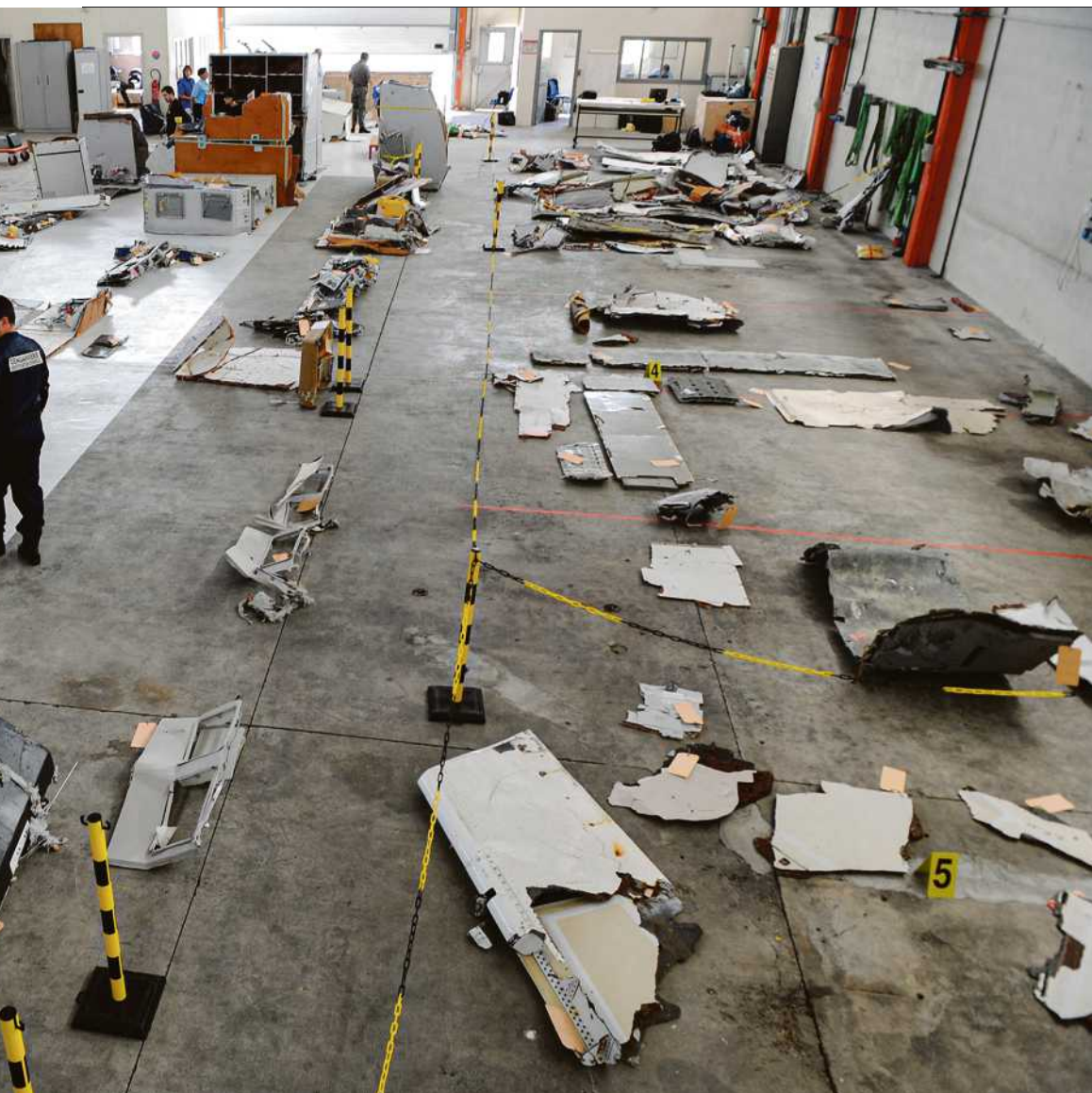
DES ÉVÉNEMENTS DU MÊME TYPE S'ÉTAIENT-ILS DÉJÀ PRODUITS ?

Le givrage des sondes Pitot lors du vol AF 447 n'est pas une première. Des phénomènes du même type ont été observés pendant plusieurs années avant l'accident. Le 18 novembre 2004, déjà, le fabricant de ces capteurs, la société d'équipement aéronautique Thales, produit une étude sur leur usure prématurée, ce qui facilite leur givrage. Libération a eu

accès à ce document de 36 pages. Sa lecture est édifiante. Le rapport alerte sur une «corrosion catastrophique pour la pièce» et suggère une modification du revêtement «susceptible d'améliorer sensiblement la vie du produit». Quelles leçons ont été tirées de ce document? Les recommandations formulées ont-elles été suivies? Thales n'a pas été en mesure de nous le dire. Airbus, qui équipe à l'époque ses appareils avec cette sonde, ne nous a pas confirmé l'avoir reçue. La sonde analysée par Thales montrant des signes de corrosion affiche 10 000 heures de vol. Or celle qui équipait l'Airbus 330 du vol AF 447 Rio-Paris totalisait, elle, 13 000 heures de vol. Faut-il y voir un signe de l'usure généralisée de ces capteurs? Une chose est sûre: un an avant l'accident du Rio-Paris, les incidents de givrage des sondes Pitot se multiplient. Une vingtaine d'événements de ce type sont recensés.

Deux compagnies aériennes françaises, XL Airways et Air Caraïbes, sont notamment concernées. Les dirigeants de l'une comme de l'autre, Laurent Magnin (ex-PDG) et Marc Rochet (toujours en fonction), n'hésitent pas un seul instant et décident de changer les sondes de leurs avions pour les remplacer par d'autres, plus robustes, conçues par le fabricant américain Goodrich **Suite page 12**





Les débris du vol AF 447 Rio-Paris à Toulouse en juillet 2009. PHOTO ERIC CABANIS. AFP

mère, XL Airways Europe, déposait le bilan avec 35 avions cloués au sol.

Pourquoi avoir pris la décision de changer les sondes aussi vite ?

MR : Parce qu'en matière de sécurité des vols, on ne peut pas repousser les décisions. C'est non négociable. Dans l'aviation, tout problème de sécurité doit se traduire par une action. Si on repousse, on prend un risque supplémentaire. Compte tenu de cet événement grave, nous informons nos équipages et nous changeons les sondes Pitot pour un autre modèle qui givre plus rarement. Ce n'est pas une décision économique: une sonde Pitot de ce type coûte 1000 dollars. A l'époque nous avons quatre A330, à raison de trois sondes par appareil, ça en fait 12 à changer. L'enjeu est celui de la disponibilité. Où allons-nous en trouver? Finalement nous y parvenons très vite et nous remplaçons.

LM : Il y a eu concertation avec Air Caraïbes parce que les mêmes événements se sont produits à deux semaines d'intervalles. Nous avons fait ce choix parce que le rapport de l'équipage d'XL Airways nous avait mis dans une situation de stress très importante.

Avez-vous contacté Airbus à la suite de ces événements de givrage ?

MR : Nous avons écrit à Airbus pour leur demander si leurs recommandations de changement des sondes Pitot pouvaient devenir une obligation. Nous n'avons pas eu de réponse rapide. C'est sans doute un point d'amélioration. Le fait qu'Air Caraïbes soit une compagnie privée à taille humaine nous a sans doute aidés à prendre une décision rapide. Il y a sans doute un lien entre la taille et la rapidité de la décision.

LM : Airbus est au courant de tout ce qui se passe dans ses avions en permanence. Nous sommes dans un métier où le rapport d'incident entre la compagnie, le constructeur et les autorités de l'aviation civile fonctionne bien. C'est ce qui nous met dans une sécurité maximale en règle générale. Mais Airbus n'est pas entré instantanément dans une inquiétude majeure sur ces incidents. Je pense qu'il n'y a pas eu une perception de la nature du danger dans cet événement de la part de toute ma corporation.

Qu'attendez-vous de ce procès ?

MR : Nous n'y sommes pas partie prenante. J'en attends de mieux comprendre ce qui s'est passé. Il faut que ce procès permette de faire progresser la sécurité des vols pour que demain un tel accident ne puisse pas se reproduire.

LM : Pour les familles de victimes et pour l'industrie aéronautique, j'attends de ce procès qu'il nous éclaire. Je n'ai pas de réponses sur la culpabilité de tel ou tel. Il n'est pas choquant que le public ou la justice demande qu'on aille au bout du bout pour Air France ou Airbus ou sur toute autre question industrielle, comme l'explosion de l'usine Lubrizol à Rouen.

Recueilli par F.Bz

«Nous avons écrit à Airbus, mais n'avons pas eu de réponse rapide»



DR

Deux dirigeants de compagnies aériennes décrivent comment ils ont eu à traiter des incidents proches de celui qui a causé la perte du Rio-Paris.



AFP

INTERVIEW

Laurent Magnin (*en haut*) a été le PDG de la compagnie XL Airways jusqu'en 2020, Marc Rochet est à la tête d'Air Caraïbes. Quelques mois avant l'accident du vol Rio-Paris, tous deux ont été confrontés à des événements similaires à celui qui a déclenché la catastrophe. Ils expliquent pourquoi, contrairement à Air France, ils ont aussitôt décidé de changer les sondes en cause sur tous les appareils de leurs compagnies.

Quels sont les événements à l'origine de votre décision de changer les sondes Pitot sur vos appareils ?

Marc Rochet : Tout commence par un incident que nous vivons chez Air Caraïbes au mois d'août 2008 lors d'un vol de retour des Antilles vers Paris. Un équipage nous signale, dès son arrivée à Orly le matin, qu'il a perdu pendant deux minutes des informations de vitesse concernant sa trajectoire à bord de l'un des Airbus 330 de la compagnie. Deux minutes, cela veut dire foncer à 850 km/h dans le noir sur une distance de 15 km. C'est un incident assez grave. L'équipage a bien réagi. Quelques jours après, deuxième alerte, deuxième séquence quasiment identique et là, on comprend qu'effectivement nous sommes devant quelque chose de très sérieux. Nous regardons les archives

existantes et nous nous rendons compte que des incidents de ce type ont déjà eu lieu. Il y a déjà eu un cas similaire sur un A340 d'Air France qui effectuait la liaison Antananarivo-Paris. Nous nous alarmons et nous nous tournons alors vers la direction générale de l'aviation civile et vers Airbus.

Laurent Magnin : Le 12 septembre 2008 à 1 heure du matin, nous avons perdu le signal des sondes Pitot, pendant plus de quatre minutes, sur un appareil qui effectuait la liaison Punta Cana-Paris. La durée de givrage des sondes sur cet avion est un record. Notre équipage, confronté à cette situation très complexe, va appeler la direction technique pour avoir de l'aide. L'avion a fait immédiatement demi-tour pour retourner à Punta Cana. Au même moment, on apprenait que notre maison

Suite de la page 10 (lire page 13). Cette décision n'est pas prise en catimini. Comme il est de tradition dans le monde aéronautique, les deux transporteurs font part de leur décision à Airbus et à la Direction générale de l'aviation civile (DGAC), le bras armé de l'Etat en matière de transport aérien. Le 10 septembre 2008, le directeur général d'Air Caraïbes écrit au responsable des questions de sûreté de la DGAC en des termes non équivoques : «*J'attire, si besoin est, votre attention sur la gravité de ces incidents et leurs éventuelles conséquences d'autant que suite à de récentes informations transitant par d'autres opérateurs, il semble que nous ne soyons pas la seule compagnie à avoir eu ce genre d'incident.*» La réponse met un mois à venir pour indiquer «*que les éléments ont été transmis à l'agence européenne de sécurité aérienne (Easa) qui détient toutes les compétences techniques pour évaluer ces problèmes.*» L'avocat de plusieurs familles de victimes, Sébastien Busy, lui-même pilote, en tire cette conclusion : «*Il semble que tout le monde ait cherché à se refiler la patate chaude.*» Avant de rappeler : «*L'Easa bénéficie de l'immunité judiciaire.*» En d'autres termes, il est impossible de mettre en cause l'agence européenne devant un tribunal.

POURQUOI CE PROCÈS A-T-IL FAILLI NE PAS AVOIR LIEU ?

Quelques jours après l'accident, le 5 juin 2009, le parquet de Paris ouvre une information judiciaire pour homicide involontaire. Vingt mois plus tard, Airbus et Air France sont mis en examen. Se succèdent alors expertises et contre-expertises demandées par Airbus. S'y ajoute un changement de juges d'instruction. Les derniers en date estiment finalement, le 12 août, qu'aucun élément ne permet «*de caractériser un manquement fautif d'Airbus ou d'Air France.*» Ce non-lieu clôt la procédure et ferme donc la porte à un procès. Cette décision plutôt inattendue secoue les familles de victimes, mais aussi l'accusation, qui décide de faire appel. Le dossier arrive alors sur le bureau d'un magistrat rompu aux affaires complexes mettant en cause le pouvoir politique ou de grandes entreprises : Eric Halphen. Pas vraiment familier des questions aéronautiques, Eric Halphen aborde le dossier du vol AF 447, comme un néophyte néanmoins soucieux de comprendre les tenants et les aboutissants de cet accident. Le 12 mai 2021, la cour d'appel rend un arrêt radicalement différent de la position des juges d'instruction.

Eric Halphen et ses deux assesseurs estiment que face au gel répété des sondes Pitot, l'entreprise Airbus «*s'est contentée de démarches somme toute classiques, écrits généraux et réunions non conclusives, alors qu'elle aurait dû intervenir de toute urgence.*» Les carences d'Air France sont également pointées : «*Il paraît incompréhensible que la société Air France, à défaut d'amélioration sensible de la résistance des sondes, n'ait pas organisé réunions sur réunions et simulations sur simulations*» afin que l'ensemble des pilotes soient informés et sachent réagir en pareille circonstance. Airbus et Air France seront donc jugés par un tribunal correctionnel.

Pour autant certains responsables du milieu aéronautique continuent à douter du bien-fondé de cette décision, à l'image de cet ancien dirigeant du BEA joint par *Libération* et qui déclare, avant de raccrocher brutalement : «*Ce procès est inutile et il résulte uniquement de la volonté de la justice de ménager toutes les parties.*»

QU'EST-IL REPROCHÉ À AIRBUS ET AIR FRANCE ?

Le constructeur européen d'avions est mis en cause pour ne pas avoir réagi de manière rapide et appropriée face à la recrudescence des phénomènes de gel sur les sondes Pitot. Un attentisme d'autant plus critiquable que les compagnies aériennes s'en remettent aux recommandations d'Airbus pour lancer le changement de ces capteurs. Marc Rochet, PDG de la compagnie Air Caraïbes, l'un de ceux qui ont changé immédiatement les sondes après deux incidents, résume la

«[Airbus] s'est contentée de démarches classiques [...] et réunions non conclusives, alors qu'elle aurait dû intervenir de toute urgence.»

Cour d'appel de Paris

problématique : «*Il y a quelque chose que l'on ne doit pas faire dans notre métier : c'est ne pas agir.*» Or l'enquête judiciaire montre que deux réunions ont eu lieu entre Airbus et Air France sur la question des sondes Pitot les 24 novembre 2008 et 30 mars 2009. Aucune d'entre elles, selon les procès-verbaux consultés par *Libération*, n'a donné lieu à la moindre décision.

Air France, quant à elle, se voit reprocher de ne pas avoir suffisamment préparé ses équipages à ces situations extrêmes dans laquelle un avion décroche à haute altitude. Un comité hygiène et sécurité de la compagnie, tenu en 2008, demande d'ailleurs la mise en place d'une formation de ce type, sans être suivi par la direction de la compagnie. Face à ces mises en cause, la stratégie d'Airbus va être de maintenir que l'avion n'aurait pas décroché si les pilotes n'avaient pas tenté de faire prendre de l'altitude à l'appareil. Cette ligne de défense met en cause l'équipage qui n'est plus là pour témoigner. De son côté, Air France va se réfugier derrière l'absence de recommandations d'Airbus et de l'Agence européenne de sécurité aérienne Easa. Les deux entreprises vont en tout cas plaider l'absence totale de responsabilité et donc la relaxe, selon des documents préparatoires auxquels a eu accès *Libération*.



LES 6 DATES MARQUANTES DU CRASH À L'OUVERTURE DU PROCÈS

1ER JUIN 2009

Le vol AF 447 Rio-Paris est porté disparu. 216 passagers et 12 membres d'équipage sont à bord.

17 ET 18 MARS 2011

Airbus et Air France sont mis en examen pour homicides involontaires.

29 AOÛT 2019

Les juges d'instruction décident d'un non-lieu pour Air France et Airbus.



La découverte du gouvernail de l'avion, le 8 juin 2009.
PHOTO AFP, BRAZILIAN NAVY

Tensions entre l'organisme de sécurité des vols et les pilotes d'Air France

Après une série d'incidents, le Bureau d'enquêtes et d'analyses a relevé une culture de non-respect des procédures. Certains y voient une façon pour l'organisme de se dédouaner avant le procès de l'AF 447.

Les passagers du vol Transavia Djerba-Nantes de samedi 1^{er} octobre se souviendront sans doute de leur atterrissage. La première prise de contact avec le tarmac est plutôt dure, avant que l'avion ne rebondisse puis touche le sol avec le train avant. Le pneu n'y résiste pas et éclate, projetant des débris qui vont se loger dans les moteurs. Le choc endommage également le fuselage. L'appareil, un Boeing 737, va donc être immobilisé plusieurs semaines. Les commandes de l'avion étaient tenues par un équipage d'Air France, comme c'est le cas pour la plupart des vols de cette filiale de la compagnie nationale. Cet incident, qui aurait pu avoir des conséquences dramatiques, est le dernier d'une série à l'origine d'un rapport plutôt sévère du Bureau d'enquêtes et d'analyses (BEA). Cet organisme placé sous la tutelle du ministère des Transports intervient pour ana-

lyser les causes d'un accident aérien et formuler des recommandations afin d'éviter qu'il se reproduise.

Publié fin août, le rapport de 52 pages rédigé par les experts du BEA a été établi à la suite d'une fuite de carburant lors d'un vol entre Brazzaville, au Congo, et Paris, le 31 décembre 2020. Parvenu en altitude de croisière, l'équipage constate qu'il manque 2,1 tonnes de kérosène, en raison d'une fuite au moteur gauche de l'Airbus 330. La procédure impose alors de couper le réacteur. Mais les pilotes choisissent de ne pas le faire et de poursuivre leur vol réacteur allumé, avec la fuite de carburant, pour atterrir sur l'aéroport de N'Djamena où la piste est visiblement un peu courte. Au moment où l'avion se pose, « l'alarme de sortie de piste se déclenche et la température des freins augmente jusqu'à 600 degrés », note le rapport du BEA. Ce qui, compte tenu de la fuite de carburant, augmente le risque d'incendie...

Réacteur éteint. Dans ses conclusions, l'organisme de contrôle se livre à une charge inattendue : « Le BEA a pu observer au travers d'un certain nombre d'enquêtes récentes que les équipages concernés avaient pu pour des raisons diverses, volontairement ou pas, s'af-

franchir d'effectuer certaines procédures de façon conforme. » Et d'enfoncer le clou en évoquant une « violation délibérée (des procédures) amenant à une réduction des marges de sécurité ».

La mise en cause sonne d'autant plus fort qu'elle intervient peu avant l'ouverture du procès de l'accident du vol AF 447 Rio-Paris qui a fait 228 victimes, le 1^{er} juin 2009. Des pilotes d'Air France y ont vu une manière pour le BEA de se dédouaner au cas où son absence de prévention dans cet accident serait évoquée lors des audiences. Reste qu'un certain nombre d'autres incidents sont évoqués. Le 15 février, un A320 s'apprête à atterrir à Fort-de-France, en Martinique, quand une alarme retentit : l'appareil n'était pas aligné avec la piste d'atterrissage...

Deux autres incidents révélés par le quotidien *la Tribune* sont venus rendre le sujet encore plus sensible. En février, un A350 de la compagnie nationale se prépare à décoller pour Tel-Aviv. Au moment de lancer les moteurs à plein régime, l'équipage remarque qu'un seul des deux réacteurs est allumé. Un oubli plutôt fâcheux, sans doute lié au fait que pour des raisons d'économie de carburant, les avions se déplacent au sol sur un seul

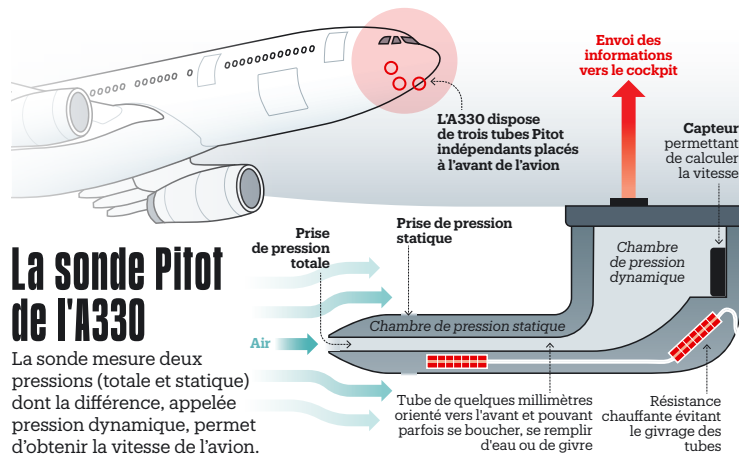
moteur pour relier leur point de stationnement et la piste d'envol. Enfin, en juin, un décollage de Genève pour Paris se déroule de manière mouvementée. A la suite d'un différend sur une consigne donnée par le commandant de bord, les deux pilotes en viennent aux mains, dans une phase relativement sensible puisque l'appareil était en train de prendre de l'altitude. L'ambiance est tendue au point qu'un steward soit obligé de s'installer dans le cockpit pendant tout le vol, pour éviter une nouvelle empoignade. Après la révélation de cet épisode, Air France a fait savoir que les deux navigateurs avaient été suspendus le temps d'une enquête interne.

Pas une panacée. Mis en cause par les pilotes, le BEA se défend de tout règlement de comptes et précise que son rapport est la conclusion d'une enquête commencée il y a deux ans, le temps moyen pour ce type d'investigation. L'organisme indique en outre qu'il est dans sa mission de faire des recommandations pour la sécurité des vols. Le rappel à l'ordre entrerait donc dans ce cadre. Côté pilotes, la perception est aux antipodes. Plusieurs ont indiqué à *Libération* que le respect absolu des procédures n'est pas la panacée. L'exemple souvent cité est celui du vol US Airways du 15 janvier 2009, New York-Charlotte (Caroline du Nord). Peu après le décollage, une collision avec des oiseaux étouffe les deux moteurs, qui s'arrêtent immédiatement. La tour de contrôle propose un atterrissage d'urgence à l'aéroport de La Guardia. Mais le commandant de bord, Chesley Sullenberger, choisit une toute autre solution et fait amerrir son A320 sur la rivière Hudson toute proche. On ne déplore que quatre blessés légers sur les 150 passagers. Le commandant a cependant dû justifier son choix devant une commission administrative. La relation délicate entre pilotes et autorités de contrôle n'est pas une exception française.

FRANCK BOUAZIZ

QUE PEUT APPORTER UN TEL PROCÈS ?

Airbus et Air France encourent une amende pécuniaire dont le montant maximal est de 225 000 euros. Mais ce procès a évidemment une autre vocation : améliorer la sécurité aérienne. Après l'accident, Airbus a émis une recommandation pour le changement des sondes Pitot dont le givrage est à l'origine de la catastrophe. Elles ont été remplacées par des modèles plus robustes. Air France a modifié la formation de ses pilotes. Ils sont désormais entraînés à faire face au décrochage de l'avion en haute altitude, c'est-à-dire dans les mêmes conditions que lors du vol Rio-Paris. Laurent Magnin, trente ans de direction de compagnies aériennes au compteur, en est convaincu : « Un procès comme celui-là peut faire avancer la cause de la sécurité aérienne. » Un vœu salutaire qui ne doit cependant pas exonérer les responsabilités dans la catastrophe la plus meurtrière de l'histoire de l'aviation française. ◀



6 SEPTEMBRE 2019

Le parquet conteste cette décision et fait appel afin d'obtenir la tenue d'un procès.

12 MAI 2021

La cour d'appel de Paris décide du renvoi devant un tribunal correctionnel d'Airbus et d'Air France.

10 OCTOBRE

Ouverture du procès devant le tribunal correctionnel de Paris.



LIBÉ.FR
L'Iran diffuse une vidéo de deux Français disant travailler pour la DGSE

Identifiés comme Cécile Kohler et son compagnon Jacques Paris, deux Français arrêtés en Iran le 11 mai sont apparus dans une vidéo où ils affirment avoir voulu déstabiliser le pays. Le Quai d'Orsay dénonce une « mise en scène indigne, révoltante, inacceptable et contraire au droit international ». PHOTO IRNA



A proximité de la crèche où 23 enfants ont été tués jeudi à Naktang. PHOTO AP

La Thaïlande sous le choc après une tuerie dans une crèche

Un ancien policier armé d'un fusil et d'un couteau a tué jeudi 37 personnes, dont 23 enfants, l'un des pires massacres que le royaume ait connus. Il a ensuite tué sa famille et s'est suicidé.

Par **CAROL ISOUX**
 Correspondante à Bangkok

Des rangées de linceuls tachés de sang, qui recouvrent les corps des enfants, dans une salle aux murs colorés où sont affichées les lettres de l'alpha-

bet thaï. C'est la seule image regardable de la tuerie de la crèche de la ville de Naktang, district de Nong Bua Lamphu, une bourgade proche de la frontière avec le Laos, qui a eu lieu jeudi en milieu de journée. Les autres, qui montrent les rangées de petits corps juste après le massacre et ont circulé largement sur les réseaux sociaux thaïlandais en début d'après-midi, sont insoutenables. Rapidement, la police a demandé la coopération du public afin de faire cesser la diffusion de ces images, implorant de « prendre en compte les sentiments des familles ». Mais comme c'est toujours le cas lors d'accidents de la route spectaculaires ou de meurtres en Thaï-

lande, les images les plus terribles continuaient à circuler en fin de journée.

Ya ba. Le tueur, identifié comme le sergent Panya Kamrab, un ancien policier de 34 ans licencié en juin pour addiction aux méthamphétamines, s'est introduit de force dans l'enceinte de l'établissement peu avant 13 heures. Il a d'abord abattu quatre membres du personnel de l'établissement qui déjeunaient à l'extérieur, puis utilisé un pistolet et un couteau pour tuer 23 enfants, âgés de 2 à 4 ans, et deux de leurs enseignantes, dont l'une enceinte de huit mois. La plupart des enfants faisaient la sieste quand ils ont été poignardés, selon des

témoignages, comme le démontre la position des corps allongés sur des nattes. Le tueur a ensuite pris la fuite à bord de son véhicule, percutant plusieurs personnes et continuant à tirer au hasard, tuant six adultes de plus. Au moins douze blessés

La plupart des enfants faisaient la sieste quand ils ont été tués, comme le démontre la position des corps allongés.

ont été hospitalisés, certains dans un état critique. Répondant à l'appel lancé par le petit hôpital de la ville, des centaines de personnes faisaient la queue jeudi soir, dans les couloirs et à l'extérieur de l'hôpital, pour donner leur sang.

Après le départ du tireur, une chasse à l'homme nationale a aussitôt été lancée par les forces de l'ordre, le chef de la police enjoignant les villageois à rester chez eux, car « l'homme est dangereux, armé d'un fusil, d'un pistolet et d'un couteau ». Mais finalement, moins d'une heure plus tard, son corps sans vie a été retrouvé à son domicile, ainsi que celui de sa compagne et de son fils en bas âge, qu'il avait abattus avant de

se donner la mort. On ne connaît pas encore ses motivations, mais déjà plusieurs médias thaïlandais appellent à un meilleur contrôle des toxicomanes, notamment ceux qui sont sous l'emprise de la ya ba, une drogue énergisante extrêmement addictive.

Le port d'armes à feu est hors la loi en Thaïlande, pourtant le taux de possession et de circulation d'armes illégales est très élevé. Des coups de feu sont souvent tirés en l'air lors de funérailles ou de célébrations, afin de montrer le statut social d'une famille. De récentes affaires ont mis en lumière le rôle d'officiers subalternes de la police ou de l'armée, mal payés et touchant une retraite minime, dans le vaste réseau de trafic national d'armes à feu.

Caserne. Pourtant, les tueries de masse sont très rares. En février 2020, à la suite d'une dispute d'ordre financier avec un supérieur hiérarchique, un jeune soldat avait dérobé un fusil à la caserne dont il dépendait et avait tué 29 personnes dans un centre commercial de la ville de Nakhon Ratchasima, en Isan, la province la plus pauvre du pays, la même où se « situe aussi la crèche de Na Klang.

Jusqu'ici, beaucoup de Thaïlandais s'enorgueillissaient du fait que leur pays n'ait jamais connu de tuerie dans un cadre scolaire, malgré une présence importante des armes à feu au sein des foyers, certains commentateurs de plateaux de télévision allant jusqu'à suggérer que c'était « la culture américaine de la violence » et non pas le nombre d'armes en circulation qui était en cause dans les terribles massacres dans les écoles outre-Atlantique.

Tout le pays est donc sous le choc. Le Premier ministre, Prayuth Chan-ocha, récemment réélu dans ses fonctions par la Cour constitutionnelle après une suspension d'un mois, a déjà annoncé qu'il se rendait sur place. La ministre de l'Éducation, Trinuch Thienthong, est venue présenter ses condoléances aux familles et promette de renforcer les procédures de sécurité aux abords des établissements scolaires publics. ♦



LIBÉ.FR

Cancer du foie : vers une hausse de l'incidence mondiale de 55 % d'ici à 2040

Une étude du Centre international de recherche sur le cancer prévoit une forte hausse de la pathologie, qui figure parmi les trois principales causes de décès par cancer dans 46 pays. La maladie peut être déclenchée par les virus de l'hépatite B ou C. L'alcool, le diabète et l'obésité sont aussi des facteurs aggravants. PHOTO PHANIE. AFP

«Je ne voterai pas blanc, être neutre serait pécher par omission.»

SIMONE TEBET
sénatrice
brésilienne
de centre droit



Très courtisée depuis dimanche après avoir obtenu la troisième place de la présidentielle brésilienne, la sénatrice de centre droit Simone Tebet a annoncé son soutien au candidat de gauche face au sortant Jair Bolsonaro. «Je voterai pour Luiz Inacio Lula da Silva car je reconnais en lui un engagement pour la démocratie et la Constitution que je ne reconnais pas chez le Président», a-t-elle déclaré. Lula a enregistré un autre soutien de poids mercredi : celui de son prédécesseur à la présidence Fernando Henrique Cardoso, qui a annoncé sur Twitter qu'il allait voter pour son adversaire des présidentielles de 1994 et 1998, qui incarne selon lui «le combat pour la démocratie et l'inclusion sociale». Avec plus de 57 millions de suffrages, soit 48,4 % des voix, Lula a frôlé dimanche l'élection dès le premier tour.

Deux nouveaux naufrages meurtriers au large de la Grèce

Les gardes-côtes grecs ont annoncé jeudi le naufrage de deux bateaux de migrants, avec à leur bord 95 et 40 personnes. Au moins 18 personnes ont été retrouvées mortes et une trentaine d'autres restaient portées disparues après le naufrage du second navire : les corps de 16 femmes, d'un homme et d'un adolescent de 15 ans ont été repêchés à l'est de l'île de Lesbos, voisine des côtes turques en mer Egée. Seules neuf femmes ont pu être secourues sur la quarantaine de personnes qui se trouvaient à bord de l'embarcation. «Les femmes étaient complètement paniquées», a décrit un porte-parole des gardes-côtes. Quelques heures plus tôt, les autorités avaient fait état de disparus après le naufrage d'une autre embarcation, un voilier transportant 95 personnes, cette fois-ci au large de l'île de Cithère, proche de la péninsule du Péloponnèse. Certains des survivants ont pu rejoindre la côte à la nage, et une opération combinée mobilisant des navires en mer et les services de pompiers et de police à terre a permis de retrouver 80 per-

sonnes, originaires d'Irak, d'Iran et d'Afghanistan. Le voilier a coulé près du port de Diakofti. Il a été «complètement détruit», en raison des vents violents, qui ont atteint 102 km/h. Le ministre grec des Migrations, Notis Mitarachi, a sommé la Turquie de «prendre des mesures immédiates afin d'empêcher les départs irréguliers en raison des conditions météorologiques difficiles». Athènes accuse Ankara de fermer les yeux sur les pratiques des passeurs en violation de l'accord de 2016 qui prévoyait un effort de la part des Turcs pour limiter les départs de réfugiés et migrants depuis leur territoire. La Turquie réfute ces accusations. La Grèce a connu cette année une augmentation du trafic migratoire, les passeurs empruntant souvent la route la plus longue et la plus périlleuse au sud du pays. Athènes est en outre pointée du doigt par des organisations non gouvernementales et des journalistes pour ses responsabilités dans des refoulements illégaux et souvent violents à ses frontières maritimes et terrestres. Le gouvernement conservateur grec

a toujours démenti ces refoulements vers la Turquie, contrairement au droit international, malgré les enquêtes sérieuses et documentées menées par les ONG et des médias internationaux. Pendant que les responsables politiques se renvoient la responsabilité, les drames s'enchaînent. Les gardes-côtes ont assuré avoir secouru 1500 personnes au cours des huit premiers mois de l'année, contre moins de 600 en 2021. La dangereuse traversée des quelques milles nautiques qui séparent les côtes turques en mer Egée et les îles grecques, porte d'entrée dans l'Union européenne, coûte la vie à de nombreux migrants et réfugiés qui tentent de fuir guerres et misère. Depuis janvier, 64 personnes ont péri en tentant de passer en Europe à partir des côtes turques, contre 111 pour l'ensemble de l'année 2021, selon les données de l'Organisation internationale pour les migrations. Mais les données précises sont difficiles à établir car certains corps ne sont jamais repêchés ou sont retrouvés sur le rivage des semaines plus tard.



LGBT + Vera de «Scooby-Doo» fait son coming out

CBS

C'était un secret de polichinelle, mais qui n'avait encore jamais pu être révélé lors des aventures de Scooby-Doo : Vera, l'intello de la bande du chien détective, fait son coming out dans le prochain film de la franchise. Les clips de ce nouvel opus, *Trick or Treat Scooby-Doo*, montrent Vera Dinkley rougir dans son sempiternel pull orange, les lunettes embuées par l'émotion, lorsqu'elle rencontre la méchante du film. «Je craque tellement, Daphné! Qu'est-ce que je dois faire?» se confie-t-elle dans une autre scène dévoilée cette semaine sur les réseaux sociaux. De nombreux fans de la franchise quinquagenaire estimaient depuis longtemps que Vera était lesbienne, car les producteurs des précédentes séries et films avaient déjà laissé de nombreux indices. Toutefois, les studios n'avaient jusqu'ici jamais accepté d'en faire un personnage ouvertement LGBT. Jeudi, taper le nom du personnage dans Google provoquait une explosion de confettis et une pluie de drapeaux LGBT + et lesbiens.

Economie: après le répit, le repli

Sur le front de l'inflation, le léger répit ne devrait être que passager. Après deux mois de hausses (un peu) moins marquées liées à la (relative) accalmie du coût de l'énergie, les prix devraient augmenter à nouveau en novembre. 2022 devrait se terminer avec un taux d'inflation de 6,4 % sur un an, anticipe l'Insee. Fait notable, ce ne sont plus les prix de l'énergie qui sont les premiers contributeurs de l'inflation. Ceux de l'alimentation ont pris le relais, et ils devraient progresser de 11,7 % en décembre sur un an. Avec ceux «des biens manufacturés, [ils] continueraient d'augmenter sous l'effet des hausses passées des prix des matières premières et des in-

trants», écrit l'Insee dans sa dernière note de conjoncture publiée jeudi. Même si certains cours, comme ceux du blé, ne sont plus aussi élevés qu'aux lendemains du début de la guerre en Ukraine, le délai de transmission des hausses des matières premières et des prix de production vers les prix finaux dure toujours plusieurs mois. Les dizaines de milliards d'euros dépensés par l'Etat dans les boucliers sur le gaz ou l'électricité, dans les revalorisations anticipées des prestations et autres mesures de soutien aux revenus ne suffisent pas à annihiler tous les effets de ces niveaux d'inflation, inconnus depuis près de quarante ans, sur le bud-

get des ménages. Le pouvoir d'achat baisserait ainsi en 2022 de 0,6 % par unité de consommation, malgré une amélioration en fin d'année. Dans ce contexte inflationniste, la consommation, l'un des moteurs traditionnels de la croissance du PIB, se met à caler (+0,1 % au quatrième trimestre). Petit à petit, la plupart des indicateurs économiques marquent le pas, sans encore virer au rouge. Pour le troisième trimestre, l'Insee prévoit toujours une croissance «modeste» du PIB de 0,2 %, puis une stagnation de l'activité au quatrième (pour une progression de 2,6 % sur toute l'année). Cette prévision ne prend pas

en compte les éventuels effets du plan de sobriété détaillé jeudi et pas encore chiffrés. Les conjoncturistes incitent aussi à la prudence, signalant que le scénario «relatif au dernier trimestre reste particulièrement incertain à ce stade compte tenu des multiples aléas susceptibles de l'affecter». Parmi ces «lourdes menaces», la guerre en Ukraine, des ruptures des approvisionnements en énergie, de nouveaux variants du Covid ou un coup d'arrêt qui serait provoqué par un resserrement monétaire trop marqué...

**ANNE-SOPHIE
LECHEVALLIER**

A lire en intégralité sur liberation.fr

12 %

C'est la part de stations-service privées de tout ou partie de leurs carburants en France, en particulier sous l'enseigne TotalEnergies, victime du succès d'une remise à la pompe et d'une grève dans ses raffineries et ses dépôts de carburants. Dans les Hauts-de-France, région la plus touchée par la pénurie, ce sont 30 % des stations qui connaissent jeudi encore de telles difficultés. Cela fait désormais deux semaines que plusieurs raffineries de TotalEnergies sont à l'arrêt ou au ralenti, à l'appel de la CGT. Le syndicat réclame une revalorisation salariale de 10 % pour l'année 2022, afin de tenir compte des bénéfices records de l'entreprise et de compenser l'inflation.



LIBÉ.FR

Ours bruns d'Alaska : un concours au poil et au poids

L'hiver approche et les candidats de la «Fat Bear Week» sont prêts pour s'affronter dans un concours organisé par le parc national de Katmai (sud-ouest de l'Alaska) couronnant l'ours brun le plus imposant. Objectif : sensibiliser le grand public à la protection de l'espèce. PHOTO BIOSPHOTO. AFP

La vraie mort de Li Wenliang, le lanceur d'alerte du Covid-19

Une enquête du «New York Times» retrace les derniers jours du médecin qui avait informé ses collègues de Wuhan sur la dangerosité du nouveau coronavirus. Le régime avait tenté de le faire taire avant de l'ériger en héros national.

Par **LAURENCE DEFRAUX**

«**Q**uand je l'ai vu, vers 21 heures le 6 février [2020], Li Wenliang était déjà mort. [...] Nous devions le ressusciter, car les dirigeants de l'hôpital l'avaient demandé.» Dans son enquête «Les derniers jours du médecin que la Chine a essayé de faire taire», le *New York Times* retrace les dernières semaines de Li Wenliang, ophtalmologiste de 34 ans qui travaillait à l'hôpital central de Wuhan lorsque le Covid-19 a surgi en Chine. Le témoignage d'un de ses collègues et les documents obtenus par le quotidien américain jettent un nouvel éclairage accablant sur la gestion des débuts de la pandémie par les autorités chinoises.

Au début du mois de décembre 2019, la presse de Wuhan, grande ville universitaire et industrielle, signale que 27 personnes sont porteuses d'une infection pulmonaire inconnue. Le 30 décembre 2019, une médecin chevronnée, Ai Wen, reçoit des analyses de laboratoire qui concluent que cette maladie présente des caractéristiques semblables à celles du syndrome respiratoire aigu

(Sras), une épidémie qui avait traumatisé le pays en 2003 et fait 800 morts dans le monde. Ai Wen fait une photo du rapport en entourant le mot «Sras», et l'envoie à une collègue qui le fait circuler. Li Wenliang, un jeune ophtalmo, relaie l'image sur un groupe de messagerie privé en exhortant ses collègues à se protéger, car certains malades n'ont pas fréquenté le marché aux poissons identifié comme épigénome de l'épidémie, ce qui permet de penser que le mal est contagieux. Le responsable du Parti au sein de l'hôpital juge l'information «sensible» et interdit aux médecins d'en parler. Avec sept collègues, Li est sanctionné par le bureau disciplinaire. Puis, le 3 janvier, la police le convoque, l'accuse de «grave perturbation de l'ordre social» et le force à rédiger une autocritique. Dans ce document que le *New York Times* s'est procuré, Li Wenliang exprime de «profonds regrets», et s'accuse «d'avoir manqué, en tant que membre du Parti communiste, de sensibilité politique» ainsi que d'avoir «répandu des rumeurs».

Démentis. Dans un monde communiste où règnent la peur de la punition et le mensonge officiel, la province du Hubei est laissée dans l'ignorance du danger. Des consignes sont données pour qu'aucun cas de Covid ne soit enregistré durant la tenue de deux réunions du Parti. Un banquet géant avec 40 000 familles est

même organisé à Wuhan le 18 janvier, avec des assiettes gravées à l'effigie du président chinois, Xi Jinping. Dans la presse locale, des participants sont félicités d'avoir «surmonté la fièvre, la toux et la maladie pour participer à ce grand événement». La Chine s'oppose à ce que l'Organisation mondiale de la santé sonne une alerte mondiale, et des millions d'habitants de Wuhan partent en vacances dans tout le pays et à l'étranger. Lorsque, enfin, le 20 janvier, Pékin reconnaît la transmission interhumaine du coronavirus, cela fait huit jours que Li Wenliang est hospitalisé après avoir été lui-même contaminé dans le cadre de son travail. Son état s'aggrave très rapidement, même si, selon l'enquête du *New York Times*, il est correctement soigné, et son histoire bouleverse l'opinion publique chinoise. Le 6 février au soir, la nouvelle de sa mort arrive jusqu'en France, suivie de démentis officiels. Durant plusieurs heures, l'incertitude règne. Le témoignage du «Dr B.», un des collègues de Li Wenliang, lève le voile sur ces errements. On sait désormais que l'homme a fait un arrêt cardiaque vers 19h20, et que l'équipe a tenté de le ranimer. Selon l'enquête officielle chinoise, une technique d'assistance extracorporelle, appelée ECMO, a été mise en œuvre. Mais d'après le Dr B., présent dans la salle de soins intensifs, ce traitement très invasif revenait à profaner le corps de Li Wenliang, mort

Encore choqué, le Dr B. estime que la direction de l'hôpital voulait montrer au public que tout avait été fait pour sauver le jeune médecin.



A l'hôpital central de Wuhan, le 7 février 2020. PHOTO AFP

peu après 21 heures. Encore choqué, le Dr B. estime que la direction de l'hôpital voulait montrer au public que tout avait été fait pour sauver le jeune médecin. Au bout du compte, il semble que la machine n'a pas pu être utilisée à cause d'un problème technique. Finalement, la mort de Li Wenliang est officiellement déclarée à 2h58 le 7 février 2020. Cette heure induit n'empêche pas la colère des Chinois d'exploser sur les réseaux sociaux, avec le mot-clé «Nous voulons la liberté d'expression», un tabou absolu sous la dictature du Parti communiste chinois.

Débordés, les censeurs mettent des heures à supprimer les millions d'homages. Après s'être acharné à faire taire le jeune médecin, devenu lanceur d'alerte malgré lui, le pouvoir décide finalement d'en faire un héros national, et annonce punir sévèrement de petits responsables locaux.

Suicides. «Une société saine ne devrait pas accepter qu'une seule voix», avait déclaré le docteur Li Wenliang lors d'une interview donnée anonymement à un journal chinois peu avant sa mort. Près de trois ans plus tard et les ravages mondiaux

causés par la pandémie de Covid-19, le même mal ronge la Chine. Malgré la privation de liberté imposée aux citoyens, les suicides, les décès faute de soins et d'alimentation causés par les confinements à répétition, toute critique de la politique de «zéro Covid» est interdite. Quant au site internet dédié à la mémoire de Li Wenliang, il suscite des centaines de témoignages chaque semaine. Mais il est étroitement surveillé par les autorités, qui n'hésitent pas à punir les internautes qui présentent le jeune médecin comme victime de la censure d'Etat. ◀

Répertoire

reperatoire-libe@teamedia.fr
01 87 39 80 20

MUSIQUE

Disquaire achète au meilleur Prix DISQUES VINYLES 33T - 45T - CD TOUS STYLES TOUTES QUANTITES

Jazz - Pop - Rock
Musique Classique
Métal - Punk
Soul - Funk - House
World
(Afrique, Antilles, Maghreb)
Reggae - Hip Hop

Gros Stocks et Collections

Contactez-nous 07 69 90 54 24

MATÉRIEL AUDIO

Platines - Hi-Fi -
Amplis - Cellules - DJ
Jeux Vidéo - Consoles

Déplacement en France avec respect des mesures sanitaires en vigueur.

Réponse très rapide PAIEMENT CASH

Annonces légales

legales-libe@teamedia.fr 01 87 39 84 00

Libération est officiellement habilitée pour l'année 2022 pour la publication des annonces légales et judiciaires par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements 75/92/93/94.
La tarification au caractère (espace inclus) des annonces judiciaires et légales est définie par l'arrêté du ministère de la Culture et la Communication du 19 novembre 2021. La tarification est la suivante pour les départements d'habilitation de LIBÉRATION : Constitution de sociétés civiles et commerciales : tarif forfaitaire : Société anonyme (SA) 387€ HT - Société par actions simplifiée (SAS) 193€ HT - Société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU) 138 € HT - Société en nom collectif (SNC) 214 € HT - Société à responsabilité limitée (SARL) 144€ HT - Société à responsabilité limitée unipersonnelle (dite « entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée », EURL) 121€ HT. Nomination des liquidateurs des sociétés civiles ou commerciales 214 € HT - CLOTURE de sociétés civiles ou commerciales : 108 € HT. LES TARIFS annonces légales au caractère (espace inclus) Hors constitutions et nominations des liquidateurs, clôtures : 75/92/93 (0,237 € HT).

75 PARIS

Constitution de société

Aux termes d'un ASSP en date du 03/10/2022, il a été constitué une SAS ayant les caractéristiques suivantes :
Dénomination : ASM JET AZUR
Objet social : Création et exploitation de tous fonds de commerce transports de marchandises de moins de 3 tonnes et demie, locations de voitures avec ou sans chauffeurs et négoce tous matériels, importations et exportations de matériels industriels, tout véhicule, acquisition de tous fonds de commerce tant

sur le territoire de la république française que sur les territoires des États étrangers
Siège social : 75 rue de Richelieu, 75002 PARIS
Capital : 1 000 €
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS PARIS
Président : Madame MNASSEUR Samia, demeurant 98 rue Pierre Brossolette, 92320 CHATILLON
Directeur général : Monsieur ADDADUI Ahmed, demeurant 98 rue Pierre Brossolette, 92320 CHATILLON
Admission aux assemblées et droits de votes : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité
Clause d'agrément : Les actions ne peuvent être cédées qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés



ACHÈTE
tous types voitures

motos, camions, camping cars et caravanes, même accidentés ou HS pour EXPORT

Paiement immédiat
Déplacement gratuit

N° Siret 300636873

06 43 38 61 06



est habilitée pour toutes **VOS ANNONCES LÉGALES** sur les départements

75 92 93 94

de 9h à 18h au **01 87 39 84 00** ou par mail
legales-libe@teamedia.fr



URGENCE
VENEZ EN AIDE AUX VICTIMES

UKRAINE
GUERRE



SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS

Pour faire face à cette situation dramatique, le Secours populaire français appelle à la mobilisation de tous et aux dons financiers.

© Jean-Michel Rogem / SPF



En quoi consiste la niche fiscale des journalistes que le RN a voulu supprimer ?

Les dents en or retrouvées dans un village d'Ukraine ont-elles été retirées lors d'actes de torture ?

Enedis va-t-il couper à distance les chauffe-eau de 4 millions de Français grâce à Linky ?

Non, Eric Cantona n'a jamais écrit qu'il regardera « Columbo » plutôt que le Mondial»

Vous demandez nous vérifions



CheckNews

LE MOTEUR DE RECHERCHE HUMAIN

«L'aide active à mourir» est encore une opposition à la mort

Ouvrir la voix à «l'aide active à mourir», comme le propose désormais le Comité consultatif national d'éthique, n'est pas une démission face à la mort. Elle répond au contraire à la décision profonde d'un vivant, face à l'épreuve d'une souffrance incurable et insupportable.

Le Comité consultatif national d'éthique (CCNE) vient de justifier, à certaines conditions, ce qu'il appelle désormais «l'aide active à mourir». Or, chacune et chacun sent qu'on atteint avec cette notion l'une des tensions extrêmes de la vie humaine. Car on sent qu'il peut y avoir dans cette notion une contradiction avec un principe éthique qui est et qui doit rester fondamental: l'opposition des humains à la mort, sous toutes ses formes. Mais on sent aussi que l'aide active à mourir ne concerne dans ces discussions que certains cas extrêmes qui (à certaines conditions) ne seront pas des contradictions à notre opposition à la mort, mais plutôt une manière d'affronter les tensions terribles que celle-ci peut rencontrer dans la vie humaine, venant donc non pas affaiblir mais renforcer ce principe. C'est, en effet, le cas, mais il faut le démontrer. Un signe nous orientera dans cette expression même: l'aide active à mourir. Ce n'est pas la notion d'une aide active, elle qui peut nous faire sursauter même si l'on sait qu'il s'agit

d'une notion précise liée à une histoire. Mais c'est le verbe «mourir» avec cet infinitif paradoxalement actif, qui nous donne justement une autre orientation. Il nous montre qu'il ne s'agit pas de justifier le fait de donner la mort, en général, mais de répondre à une demande singulière, individuelle, située.

«L'OBSTINATION DÉRAISONNABLE»

C'est l'acte de quelqu'un ou de quelqu'une, oui, même cela: «mourir». Il ne s'agit donc pas de la mort, mais d'une vie, d'un vivant, confronté à une situation et à une décision. Mais quelles en seront les conditions, quels critères? Il y en a deux, inséparables, qui appellent une discussion, bien sûr dans chaque cas singulier, mais aussi en général, comme cela est prévu dans un débat et même une convention. Il faut formuler avec précision le premier critère. Car il ne consiste pas seulement dans la souffrance en général. Mais dans des souffrances si singulières qu'elles se rapportent de manière extrême et explicite à la mort, et même deux fois: dans la

situation de l'incurable, mais aussi dans la dimension de l'insupportable, ou pour le dire avec précision dans le «pire que la mort». Or, par définition, l'incurable et le pire que la mort ne viennent pas relativiser l'opposition à la mort. Bien au contraire, ils la renforcent, comme un critère absolu. Les médecins, les proches et les patients le savent. A tel point que c'est déjà cela, bien sûr, qui justifiait dans les lois précédentes le refus de «l'obstination déraisonnable» et aussi les décisions douloureuses d'interruption des traitements, qui pouvaient entraîner indirectement la mort (ainsi dans la «sédation» autorisée par la dernière version de la loi). Cet acte entraînant «indirectement» la mort était déjà et restera une limite éthique profonde. Mais il y a quelque chose de plus dans l'aide active à mourir. Elle ne consiste pas seulement dans une réponse à un besoin, ou à une demande, subjective d'abord au sens où elle vient de celle ou celui dont la vie est en jeu. Cette aide n'est active, ou plutôt cette activité

n'est une aide, que parce qu'elle est une réponse à une demande de quelqu'un. Mais celle-ci ne contredit-elle pas l'opposition à la mort, chez celui ou celle qui le demande, mais aussi chez celle ou celui à qui on le demande? N'est-ce pas la contradiction la plus profonde? N'y a-t-il pas le risque de céder, des deux côtés de la demande, à travers un désir ou ce que certains appellent une «pulsion» de mort, auquel on devrait s'opposer aussi sous la double forme du soin psychique et de l'interdit éthique? Y a-t-il des conditions auxquelles la demande de «mourir» est encore une opposition à

Par **FRÉDÉRIC WORMS**



Professeur de philosophie à l'École normale supérieure, auteur de *Pour un humanisme vital* (Odile Jacob)

la mort? De fait, il faut ajouter un autre critère à celui, «médical» de l'incurable et de l'insupportable. C'est celui d'une demande à «mourir» qui n'est pas une demande de mort. Ce n'est pas une demande de «la» mort, mais justement de «mourir»: donc une demande qui concerne exclusivement une vie, une vie singulière, de celui ou celle dont la vie est engagée, et son sens vital le plus profond pour elle ou lui, en lien avec les autres qui le soutiennent, proches, soignants et société, qui ont mené et mènent encore, ensemble, une lutte contre la mort. Certes, il s'agit de pousser plus loin une liberté ou un droit des patients déjà reconnu lui aussi en bioéthique et en France on le sait depuis la loi Kouchner de 2002. Un droit qui, d'ailleurs, est lui-même issu de la lutte humaine contre la mort, cette fois contre la violation qui peuvent intervenir jusque dans le soin, et qui a justifié toute la bioéthique, du tribunal de Nuremberg jusqu'à aujourd'hui. La notion centrale de «personne de confiance» en est le relais prévu en cas d'incapacité

personnelle, et c'est la notion centrale, à nos yeux, y compris dans les «directives anticipées». Mais ce n'est pas seulement de ce droit des patients en général qu'il s'agit ici, même si c'est d'abord le cas.

MORT, OÙ EST TA VICTOIRE ?

Il s'agit d'une demande de «mourir» qui ne sera encore une opposition à «la mort» que si elle a traversé l'épreuve non seulement de la souffrance mais de l'expression et de la discussion, ce qui bien sûr fait partie de l'avis du CCNE et du débat à venir. L'épreuve de cette demande se fait entre des vivants, dans une discussion profonde qui peut mener elle-même à une décision et à une demande difficile, douloureuse mais profonde, sous l'épreuve du pire que la mort, et la décision profonde d'un vivant impli-



IDÉES!

Les «Sentiers de nature», ça marche aussi en ville

Le gouvernement veut créer 1 000 kilomètres de chemins de randonnées dans tout le pays, près des zones habitées. C'est une opportunité pour recréer des continuités pédestres dans nos territoires périurbains fragmentés.

La randonnée pédestre est le sport le plus pratiqué en France, avec 27 millions de «marcheurs» déclarés (1). Cette pratique vivante est aussi en pleine évolution : à côté de la grande randonnée de montagne, on voit émerger depuis environ une décennie une marche de proximité, dans des paysages plus ordinaires, voire dans des territoires périurbains. Partir de chez soi pour aller marcher une heure, une journée ou un week-end : depuis le confinement, voici qui semble une activité salubre et de bon sens. C'est notamment à ce besoin que semble vouloir répondre l'appel à projets Sentiers de nature. Lancé en septembre, il vise à créer 1 000 kilomètres de sentiers «hors zones de montagne» et près des «zones habitées». Piloté par le Centre d'études sur l'aménagement (Cerema), et doté par le gouvernement d'un investissement de 10 millions d'euros, il doit développer ces nouveaux chemins en «favorisant un tourisme durable» et en «renforçant les liens entre zones habitées et naturelles».

Fragments de bocage

Ce programme important appelle une analyse historique et géographique : de quels nouveaux sentiers avons-nous besoin dans la France de 2022 ? En effet, on dispose déjà, sur le territoire français, de plus de 180 000 kilomètres de sentiers balisés, dont une grande partie couvre des zones de campagne et de plaine (2). Ce «parc» de sentiers, on le doit essentiellement à la loi Defferre sur la décentralisation de 1982, qui invitait tous les départements à «établir un plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR)» (article L361-1 du code de l'environnement). Ce plan de sauvegarde des chemins ruraux intervenait alors en réaction à la disparition de nombreuses continuités suite à deux décennies de

remembrement agricole dans les années 60 et 70.

À l'évidence, ces 1 000 nouveaux kilomètres ont aujourd'hui un autre propos, et visent d'autres territoires que les plaines rurales, déjà bien équipées. Ils pourraient bien concerner en priorité les espaces situés dans cette vaste zone grise entre ville et campagne, qu'on désigne en général comme «périurbaine». Ces territoires où l'on trouve des rivières et des stations-service, des canaux et des zones d'activité, des fragments de bocage et des ronds-points, des chemins de halage et des stations d'épuration, des anciens chalets et des HLM. Ces territoires mal aimés, où réside pourtant une grande partie de la population française, méritent d'être arpentés, par leurs habitants autant que par des visiteurs. Ils sont riches de plusieurs enseignements. D'abord, ils nous rappellent la persistance de la nature et de la vie dans des espaces qui, vus depuis la route, semblent entièrement artificialisés. De nombreuses zones protégées – «espaces naturels sensibles», zones Natura 2000... – se situent dans ces espaces intermédiaires. Dans le périurbain, en un sens, la nature est partout. Ensuite, ces espaces témoignent de notre organisation socio-économique centralisée, mondialisée, marquée par le carbone, les franchises, les flux, l'habitat individuel et la grande distribution. En prenant le chemin des périphéries, on découvre les violences de notre société industrielle, mais aussi les beautés cachées du territoire – comme dans un vaste cours de rattrapage d'histoire-géographie. Observer le périurbain, c'est mieux comprendre l'impact de notre activité sur le monde et

notre relation à la Terre. Enfin, la marche à travers les franges des villes offre une expérience gratuite, accessible et d'un agrément singulier. Les témoignages des personnes auxquelles nous faisons découvrir la pratique des Sentiers métropolitains évoquent souvent le grand «sentiment de liberté» qu'elles trouvent à se glisser ainsi par des passerelles et des chemins détournés ; le plaisir de découvrir les gens, les choses, la vie, dans ces paysages ordinaires, qu'on s'étonne de regarder enfin sans préjugés.

Recréer des continuités

De même que la loi PDIPR avait permis en 1982 de protéger ce qui restait des continuités pédestres après le remembrement agricole, de même cet appel à projet Sentiers de nature pourrait contribuer en 2022 à recréer des continuités

pédestres dans les territoires de l'étalement urbain, intensément fragmentés, qui sont apparus depuis les années 80. C'est, en tout cas, un tel programme que le réseau des Sentiers métropolitains, depuis sa création il y a dix ans, appelle de ses vœux.

En France, une dizaine de villes disposent déjà d'un Sentier métropolitain créé ou en cours de création : le GR2013 à Marseille, le Sentier du Grand Paris, les Terres communes à Bordeaux, Provence Express à Avignon, et à Toulon, Angoulême, Rennes, Caen. Si toutes les aires urbaines de France se dotaient d'un Sentier métropolitain, nous disposerions de plusieurs milliers de kilomètres de nouvelles continuités permettant à des millions d'habitants de renouer une conversation avec leurs territoires de vie. ◀

(1) Etude menée pour le compte de la Fédération française de la randonnée pédestre en décembre 2021.
(2) Soit : 65 000 kilomètres de chemins de grandes randonnées et 115 000 kilomètres de chemins de petites randonnées (Source : ffrandonnee.fr)

quant, à l'épreuve de sa souffrance, sa relation avec les autres, les proches, les médecins et la société, dont la lutte commune contre la mort reste la boussole ultime. A ces deux conditions, qui exigent, comme toutes les notions profondes et paradoxales de la bioéthique, d'abord un débat clinique dans chaque cas, mais aussi un débat éthique et démocratique de toute la société, d'ailleurs demandé par le comité et prévu par les autorités, il s'agira à chaque fois d'affronter les tensions ultimes de la vie humaine face à la mort. La mort n'en sera en rien justifiée ni désirée pour elle-même. Au contraire, on pourra dire, comme dans certains poèmes des plus grands mystiques : «Mort, où est ta victoire ?» Non pas parce qu'on l'aurait dépassée. Mais parce qu'on en aura situé avec précision une des seules occurrences tragiquement admissibles (avec par exemple la terrible épreuve de la guerre juste contre l'agression injuste), contre toutes les autres, à la pointe extrême de la vie humaine. ◀

BERTRAND MEUNIER, TENDANCE FLOUJE



Images MUSIQUE LIVRES FOOD RADAR



C'est le Week-end

Rendez-vous chaque samedi dans



Par
BAPTISTE LANASPEZE



et **PAUL-HERVÉ LAVESSIÈRE**

Fondateurs de l'Agence des sentiers métropolitains



Virginie Efira et Callie Ferreira-Goncalves, dans le film *les Enfants des autres*, de Rebecca Zlotowski. PHOTO AD VITAM

La revanche des belles-mères

Omniprésentes, acariâtres, toxiques... grâce au film de Rebecca Zlotowski «les Enfants des autres», les clichés n'ont plus cours. Comment fait-elle, la belle-mère, pour trouver sa place et la bonne distance ?

Remercions Rebecca Zlotowski d'attirer l'attention sur la figure mal considérée de la belle-mère. La langue française ne dispose même pas d'un mot propre pour désigner la deuxième épouse du père, celle qu'en anglais on appelle «*stepmother*», à la différence de la «*mother-in-law*» la mère de son épouse ou de son mari (à laquelle j'ai consacré mon roman *Un brillant avenir*). *Stepmother* vient du vieil anglais *steop* qui veut dire «perte», «deuil». C'est la mère de substitution pour les orphelins, que les Américains proposent maintenant d'appeler «*bonus-mother*» le divorce étant aujourd'hui plus fréquent que le deuil. Cet euphémisme, comme le français «belle-

mère» (du vieux français *biau*, à la fois «beau» et «bon») semble vouloir conjurer un pouvoir néfaste. Mais la langue est vaincue par l'usage: car la belle-mère, loin de désigner quelque chose de beau et de bon, évoque tout de suite la marâtre, la méchante. Figure spécifiquement féminine. On ne parle jamais d'un «parâtre», et pourtant les beaux-pères existent aussi.

RIEN DE PLUS COMPLEXE QUE CETTE FIGURE

Dans la littérature enfantine, la marâtre qui remplace la mère morte et qui débarque souvent avec ses propres enfants est tout sauf une mère. La belle-fille se retrouve maltraitée, humiliée, asservie: non aimée. Miroir, mon beau miroir, dis-moi qui est la plus belle. La rivalité est clairement énoncée dans le conte: c'est elle ou moi. Une petite pomme empoisonnée ne lui fera pas de mal, à celle-là. Comme aurait dit Lady Di, il y a trop de monde dans ce mariage. La belle-mère se passerait des rejets du premier lit. Elle occupe le territoire et veut faire place nette. J'en ai connu, de ces belles-mères. L'une d'elles refusait de voir la fille de son mari, une petite de 3 ans, parce

que le fruit de ces anciennes amours lui rappelait qu'il avait aimé d'autres femmes avant elle et que cela lui était insupportable. J'ai pensé que le couple ne durerait pas et la vie m'a donné raison, mais le dommage sur l'enfant rejetée était fait. J'ai connu une autre femme qui avait été pendant des années la maîtresse cachée car l'homme qu'elle aimait avait peur d'avouer à ses enfants qu'il avait quitté leur mère pour une femme plus jeune: quand elle s'est enfin installée avec lui et s'est retrouvée enceinte, ces enfants qui avaient été à leur insu des obstacles à son bonheur n'ont pas été les bienvenus dans le foyer qu'elle avait créé.

Par
**CATHERINE
CUSSET**



FRANCESCA
MANTOVANI

Ecrivaine

On dirait que je nourris le moulin de Charles Perrault et qu'à mon tour, je dénonce la marâtre brimant les orphelins, ce cliché qu'a voulu défaire Rebecca Zlotowski dans *les Enfants des autres*: Virginie Efira incarne une amante vulnérable qui s'attache à l'enfant de l'homme aimé et qui se retrouve brutalement privée du lien créé quand il la quitte. La belle-mère d'un temps n'a plus rien. Aucun droit. Cet enfant qui, des mois ou des années, a été le sien, elle ne le reverra pas. Rien de plus complexe que cette figure de la *stepmother*. Et tant de circonstances différentes: la vraie mère est-elle morte? Est-elle partie, ou est-ce le père qui l'a quittée, créant un ressentiment et une jalousie à l'égard de la nouvelle femme? Les enfants vivent-ils avec le père à plein temps, en garde alternée, un week-end sur deux? S'agit-il d'un enfant, ou de plusieurs? Quel âge ont-ils? La belle-mère a-t-elle des enfants? Est-elle jeune, ou mûre? Tous ces cas de figure se subdivisent: une mère défunte peut être plus facilement remplacée, ou au contraire, être irremplaçable. Une amie qui ne pouvait pas avoir d'enfants s'est occupée des trois enfants de son mari veuf

comme des siens; elle s'est battue pour eux, a cherché les écoles les mieux adaptées, a été à leur écoute, a assuré leur avenir, et ils l'aiment comme une mère. Un ami a perdu sa femme d'un cancer: sa fille adolescente n'a pas pu accepter la femme qu'il a rencontrée six mois plus tard, tant l'idée du remplacement de sa mère partie trop tôt lui était douloureuse. Une autre s'est retrouvée toute jeune à la tête d'une famille nombreuse dont il fallait assurer la vie matérielle. Quand elle a voulu à son tour un enfant, l'homme, qui en avait quatre, le lui a dénié. Ils se sont séparés quand elle avait 50 ans, elle avait sacrifié sa jeunesse à cette famille qui n'était pas la sienne, il ne lui restait rien. Le fils, dans son discours de mariage, s'était adressé à elle en ces termes: «*Merci d'avoir lavé mes chaussettes et de m'avoir fait à manger tous les soirs.*» Ne se rappellerait-il d'elle que cela? Douleur.

LES ENFANTS DE L'AUTRE BROUILLENT L'ÉQUATION

Rencontrer un homme, recréer une relation, ce n'est déjà pas simple, surtout quand on a connu l'échec et la séparation.

IDÉES/

Après l'hiver en col roulé, l'été en slip ?

La crise énergétique a apporté son lot de débats sur les doudounes et les cols roulés. A l'arrivée des grosses chaleurs, dans quelques mois, que fera le gouvernement pour sensibiliser à la sobriété ?

L'idée commence à poindre sur les réseaux sociaux. Après les injonctions à enfiler le col roulé cet hiver, devrions-nous passer l'été en slip ? Au vrai, l'interrogation risque de nous hanter. A notre surprise, il est devenu tout à fait sérieux de se préoccuper d'étendoir et de cuisson de nos pâtes au nom de la crise énergétique. On a l'impression de s'être un peu fait avoir par le sens de l'histoire. On nous avait annoncé, dans les années 90, un avenir de paix et d'abondance. Nous voilà mobilisés dans un effort de guerre tout relatif. Comment choisir notre col roulé : plutôt ample ou près du corps, cachemire ou laine extra ? De quoi anticiper les attermoissements des ministres cet été : pour ou contre la chemisette (on est totalement pour) ?

Vraie question : à l'arrivée des grosses chaleurs dans quelques mois, que fera le gouvernement pour sensibiliser à la cause ? Emmanuel Macron et Bruno Le Maire oseront-ils le short et les Birkenstock ? En matière de sobriété estivale, « *la clim est notre pire ennemi* », prévient l'association négaWatt, dont les recommandations sur le degré de température domestique maximale (19 degrés) ont de toute

(sauf ceux qui votent l'attribution de la Coupe du monde au Qatar et des jeux asiatiques d'hiver à Neom, une « mégalopole futuriste » en construction dans le désert saoudien).

Avec cette affaire de gesticulation vestimentaire, on va peut-être mettre fin à un conflit majeur, certes, occidental-centré : la fameuse guerre de la clim au bureau. Les pro contre les anti. Ceux qui ont trop chaud contre ceux qui se les pèlent. On en connaît tous dans nos open spaces de salariés du tertiaire. Les premiers n'en peuvent plus de suer au

moindre tapotement de clavier, c'est eux qui gèrent la commande du climatiseur.

Les seconds, écharpe au cou, assurent qu'il fait vraiment trop froid. Les premiers soupçonnent les seconds d'en faire un peu trop, voire de motivations idéologiques. Les seconds, souvent les plus écolo, répondent que ce n'est pas normal de choper des rhumes au mois d'août. Peut-être ces derniers auront-ils leur revanche quand il fera 42°C cet été, avec la complaisance du gouvernement et de négaWatt.

SIMON BLIN

Les enfants de l'autre compliquent l'équation. Si l'homme a un cœur, ses enfants passeront d'abord. Leur place est immuable. Il faut se faire accepter d'eux, les amadouer, devenir leur amie mais rester prudente, ne rien leur confier qui puisse se retourner contre soi. Si, encore, ce sont de tendres enfants de 4 ans... Mais des adolescents ! Des adolescents qui mentent, qui désobéissent, et qui ont pour but inconscient de chasser l'intruse qui s'est mise entre eux et leur père, qui occupe leur espace et prétend les régir. De part et d'autre le mal-être est grand.

Comment fait-elle, la belle-mère, pour trouver sa place et la bonne distance ? Pour tolérer des comportements qu'elle désapprouve, pour ne pas exercer une autorité qui sera rejetée, pour accepter le conflit de loyautes, pour ne pas critiquer ni juger, pour aimer ces enfants qui ne sont pas les siens et le lui font savoir avec une cruauté qui la blesse ? Qui nient avoir mangé le plat qu'elle avait préparé pour le lendemain ou volé la trousse de maquillage dans la salle de bains ? Pour que cette famille-là existe, subsiste, il faut qu'il y ait beaucoup, beaucoup d'amour entre l'homme et la femme. Il faut que la belle-mère soit une magicienne, une jongleuse, une équilibriste bien dans sa peau, une femme ouverte, généreuse et tolérante – une superwoman. ◆

SIGNÉ COCO



Avec cette affaire de gesticulation vestimentaire, on va peut-être mettre fin à un conflit majeur, certes, occidental-centré : la fameuse guerre de la clim au bureau. Les pro contre les anti...



Par
JUDICAËL LAVRADOR

Les deux artistes ne se sont jamais rencontrés. Et pour cause. L'un est mort en 1926, un an avant que l'autre ne naisse. Mais leurs toiles ont entamé un compagnonnage de plusieurs mois à la Fondation Louis-Vuitton qui vient d'ouvrir une exposition où Monet et Mitchell se partagent l'affiche, les cimaises, et une commune conception de la peinture comme réceptacle de leurs sensations. Le face-à-face ou le dialogue ou la confrontation ou l'effet miroir marche à plein régime.

Ce que ces deux-là ont en commun, malgré les années qui les séparent, saute aux yeux dans chacune des salles : lyrisme de l'inspiration champêtre, touche aqueuse, vision nébuleuse du paysage, filtrage de la lumière plongée et répercutée par la surface de l'eau, coups de pinceaux mordants (chez Mitchell) et plus onctueux (chez Monet) mais s'émancipant pareillement de tout mimétisme au réel, pour en privilégier ce qu'on en perçoit, sans parler de la profonde et nuancée richesse des palettes. La démonstration est des plus convaincantes, au point

EXPOSITIONS EN DUO

Des vis-à-vis avisés

Claude Monet et Joan Mitchell, Sophie Ristelhueber et Alberto Giacometti... Les expositions en miroir, nombreuses, offrent un regard inédit sur certaines œuvres. Au risque toutefois de tomber dans des écueils essentialisants.

d'étourdir : Monet et Mitchell étaient faits pour s'entendre. D'autant que, l'Américaine Joan Mitchell, en 1967, s'installe (et ça a l'air de tout sauf du hasard) à Vétheuil, dans une propriété avec vue sur la Seine et ancienne demeure de Monet entre 1878 et 1881. Monet, dont le retour en grâce après la Seconde Guerre mondiale passe par les États-Unis. Et d'éminents historiens de l'art érigent ses *Nymphéas*, entre autres séries tardives et divinement myopes, en sources fécondes de l'expressionnisme abstrait dont les tenants (Pollock, Rothko, Still ou Morris pour les inclure tous trop vite dans un même lot pictural) sont les aînés de Joan Mitchell. Laquelle apporte un bémol à l'influence du maître français sur son œuvre. « *J'aime le Monet de la fin, mais pas celui des débuts* », dira-t-elle dès 1957. En 1982, à Suzanne Pagé, commissaire générale de cette exposition à la Fondation Vuitton, et déjà celle de Mitchell (en solo) au Musée d'art moderne, elle expliquait à propos du paysage à Vétheuil : « *Le matin, surtout très tôt, c'est violet ; Monet a déjà montré cela... Quand je sors le matin, c'est violet, je ne copie pas Monet [pour autant].* » L'exposition en duo ne laisse pas penser

«Legacy» expose en face-à-face Sophie Ristelhueber et Alberto Giacometti à Paris.

PHOTO FONDATION GIACOMETTI

CULTURE

ça et prend toutes les pincettes pour ne pas placer la femme artiste dans l'orbite aveuglant du *late* Monet. La preuve, elle a bel et bien droit à 1000 m² de rétrospective (venue des Etats-Unis, où cette deuxième exposition présentée à Boulogne a tourné cette année). N'empêche, tout en réussissant la suture admirable faite entre les peintures d'un génie français et celles d'une artiste américaine pas aussi cotée ou admirée, l'exposition de ce duo, imposé par l'institution privée, vient rappeler que cette entreprise curatoriale, osée, risquée, intéressée peut-être (Mitchell seule à l'affiche susciterait-elle autant d'intérêt, sans Monet ?), a la cote ces derniers temps.

«GIMMICK GÉNANT»

Cet automne, l'Institut Giacometti s'y colle. Il invite Sophie Ristelhueber à présenter ses photographies en vis-à-vis avec les peintures d'Alberto Giacometti, qui joue à domicile (entre les murs de ce qui fut son atelier parisien), mais sans avoir la main (il est mort en 1966) avec, en sus, carte blanche pour réarranger l'exposition des œuvres du maître des lieux. Le musée d'Orsay n'est pas non plus en reste et n'hésite pas à faire débouler, comme un éléphant dans un magasin de porcelaine, les bronzes de l'Américain Kehinde Wiley au milieu de la grande nef, parmi les sculptures et peintures du XIX^e siècle.

Le directeur de la Fondation Hartung, Thomas Schlessler, s'est lui-même laissé tenter par ce format d'exposition. Après qu'Abraham Poincheval lui a avoué adorer Hartung, ils ont tout deux mis en place une performance que l'artiste a jouée pendant l'exposition des œuvres du peintre allemand à la galerie Perrotin. Et qui consistait pour l'artiste à rester vissé devant les peintures d'Hartung sept jours non-stop. L'artiste contemporain paye donc de sa personne pour un moderne bien établi ? Quel intérêt ? «Très vite, la légitimation académique, intellectuelle, a des limites, notamment en termes de prestige public et médiatique», dit Thomas Schlessler. *Chaque fois qu'un grand artiste vivant dit sa passion pour un artiste mort et passé dans l'ombre, c'est vécu comme un moyen pour faire réexister celui-ci par celui-là. Ce qui peut représenter une plus-value symbolique très forte. Il n'empêche, l'inverse est vrai aussi : les vivants ne sont pas malheureux de poser auprès de grands noms de l'histoire de l'art.*

Eric de Chassey s'était lui-même risqué à l'exercice en 2013 en curant un show réunissant, à la Villa

«Monet et Mitchell étaient faits pour s'entendre. D'autant que l'Américaine s'est installée en 1967 dans l'ancienne demeure de Monet.

Médecin dont il était alors directeur, des dessins d'Ingres et les toiles abstraites d'Ellsworth Kelly. «C'était d'ailleurs son idée. Moi, m'intéressait le fait d'avoir le regard d'un artiste sur un autre, sans qu'il y ait entre leurs œuvres de ressemblance formelle évidente, donc de mettre à jour les contrepoints plutôt les échos. Car l'Américain avait finalement exhumé des portraits figuratifs, une pratique plus ingresque. Mais, nuance Chassey, l'écueil à éviter dans ce genre d'exposition reste de chercher seulement les ressemblances, de replier la complexité d'un travail sur le plus petit dénominateur commun. Ce qu'on appelle le pseudo-morphisme, qui est une plaie de l'histoire de l'art.» C'est enfin un signe, à ses yeux, d'un basculement. L'art contemporain, réputé nul ou ardu, fut un temps à la remorque de l'art ancien. «La situation s'inverse, constate Eric de Chassey. Le risque devient alors de mettre un artiste contemporain dans un musée patrimonial comme un homme ou une femme sandwich. Et ça peut devenir un gimmick publicitaire gênant.»

PAS DE CÔTÉ

Donatien Grau, désormais conseiller pour les programmes contemporains au Louvre, est moins méfiant. Il présenta trois peintures de Marlene Dumas sur les cimaises de la galerie impressionniste, le cœur battant du musée d'Orsay, il y a deux ans. Un projet qu'il jugeait lui-même «très dangereux parce que le public vient là pour avoir une expérience transcendante des chefs-d'œuvre de la collection». Censée rester immuable. Or l'artiste ne s'est pas privé d'en bouleverser l'accrochage, d'ordinaire très dense, en «ménageant plus d'espace entre les peintures et en plaçant les siennes à des hauteurs différentes». Ce qui n'était pas rien parce que cela impliquait un changement de regard et d'approche des œuvres. «Déployer une polyphonie des approches, parce qu'il n'y a pas une seule histoire de l'art, mais tout un éventail de manières, sociales, politiques, iconographiques... de l'écrire.» C'est ce que met en œuvre et en



Le Jardin à Giverny de Monet. MUSÉE MARMOTTAN MONET



La Grande Vallée de Mitchell. ESTATE OF J. MITCHELL, PRIMAE

place ce petit miracle d'exposition en duo que réalise Sophie Ristelhueber à la Fondation Giacometti. L'artiste craignait de paraître «immodeste» en osant présenter ses photographies aux côtés de sculptures et de peintures de Giacometti

qu'elle a elle-même choisies. C'est pourtant la Fondation qui est à l'initiative de cette exposition en duo, intitulée «Legacy», qui infléchit l'âpreté tragique de l'œuvre de l'artiste suisse vers une facette mélancolique plus tendre. Aux bronzes y

sont ainsi préférées les sculptures, en plâtre, en bois, les terres de Giacometti. «Je voulais montrer son intimité familiale notamment parce que je venais de perdre ma mère», glisse Ristelhueber. Deux bustes en bois, du père et de la mère d'Alberto, accueillent ainsi le spectateur. Une première en ces lieux. Plus loin, autre pas de côté, une cimaise est tapissée de portraits datant des débuts de Giacometti et dont la palette, colorée, contraste nettement avec les toiles de la fin, aux tons rabattus et plein de noirceur. «L'artiste invitée, admet Hugo Daniel qui l'a accompagnée dans cet exercice, joue un peu plus que le rôle d'un créateur : celui d'un curateur. Elle permet non pas tant de renouveler l'œuvre de Giacometti ni de la rajouter, que de l'étendre. Elle a vu de manière intuitive, immédiate et intime, des choses que personne n'avait vues, y compris nous, chercheurs.»

INCISION DE LA CHAIR

Un exemple : Sophie Ristelhueber montre des petites têtes sculptées en les laissant dans le papier de soie qui les borde, les couve, les dorlote quand elles sont entreposées dans les réserves. Une fois n'est pas coutume, les sculptures du maître se passent des tiges de fer au bout desquels on les fiche d'ordinaire – sans que Giacometti ne l'ait pas davantage recommandé. Face à ces têtes couchées et emmaillottées, que l'artiste a aussi photographiées, Ristelhueber affiche une série datant de 1982 qui saisit des corps et des visages, livrés aux mains d'un chirurgien en salle d'opération.

Si des têtes modelées par Giacometti à ces corps malaxés par le soignant semblent se jouer un dur travail de représentation d'incision de la chair, c'est en fait l'inverse qui se révèle. Les patients photographiés le sont à l'issue de leur opération, qui, merci, s'est bien passée. Quant aux sculptures, elles paraissent, ainsi couchées, au repos, décorréliées de toute charge pathétique. Rien de cette rencontre apaisée n'est écrit sur les cartels. Hugo Daniel le revendique. «Il suffit de le voir et de l'éprouver, sinon ça s'émousse». C'est peut-être un des gages de la réussite d'un duo : que les liens, fussent-ils forts, restent discrets. ♦

MONET-MITCHELL

A la Fondation Louis-Vuitton à Paris, jusqu'au 27 février.

ALBERTO GIACOMETTI-SOPHIE RISTELHUEBER, LEGACY

A la Fondation Giacometti, à Paris, jusqu'au 30 novembre.

KEHINDE WILEY

Au musée d'Orsay, à Paris jusqu'au 8 janvier.

CULTURE/

«Simone et ses sœurs», l'avant Veil

David Teboul dresse un portrait de la future défenseuse de l'avortement dans ses liens familiaux les plus intimes. Un docu loin des ors de la République.

Juste avant que l'épais biopic d'Olivier Dahan déferle en grosses vagues dans les salles, le documentariste David Teboul propose ce qui est peut-être son exact inverse, la recherche crescendo de l'épure, le refus de toute illustration, et ce faisant le surissement de l'essentiel, avec *Simone et sœurs* nées Jacob, sur Simone avant Simone Veil prise dans ses relations avec ses deux sœurs Milou et Denise, et Yvonne leur mère. Ici, pas de reconstitution, pas de commentaires, aucun texte ajouté. Ce sont d'abord par les minuscules clichés noir et blanc aux bords dentelés d'un album de famille que l'on plonge dans cette enfance bourgeoise et heureuse à Nice, avant-guerre, et c'est à travers une correspondance jusqu'alors inédite des trois sœurs qu'afflue la vie de cette famille juive et laïque, patriote et vivant en France depuis des générations.

D'emblée, on est frappé par l'intimité qui se dégage des incroyables archives familiales auxquelles a eu accès David Teboul : les en-

fants et adolescents de la famille tout nus en rang d'oignons ; les mêmes tassés sous une couverture ; les photos de classe. On note que dans cette famille, les sœurs font des études, y compris dans des filières scientifiques. Il ne semble pas y avoir de différences notables entre l'éducation des filles et du fils, Jean. Les bonnes fées semblent s'être posées sur cette fratrie dont Denise, la sœur aînée, qui a la voix de la comédienne Dominique Reymond, se souvient «des empoignades très nombreuses. Ce qui faisait après de très nombreux moments de calme et de bonheur».

Cage. Car l'autre entrée de David Teboul pour pénétrer les pensées de ses personnages et saisir le temps, ce sont les voix, grâce à un casting d'exception : Isabelle Huppert qui est Milou, la sœur fauchée dans un accident de voiture en 1952 avec son bébé après avoir survécu à Auschwitz, mais aussi Mathieu Amalric et Emmanuelle Devos. Et il y a aussi, idée formidable, la voix juvénile de Céleste Brunnquell pour faire advenir une Simone Veil jeune, splendeur aux cheveux longs, là où l'imaginaire collectif la statue en chignon et tailleur Chanel.

Le cœur du film, cependant, réside dans l'après. L'après enfance, et la déportation immédiate de Simone d'abord à Drancy, puis à



Les trois sœurs durant leur enfance bourgeoise à Nice. PHOTO ARCHIVE FAMILLE VEIL

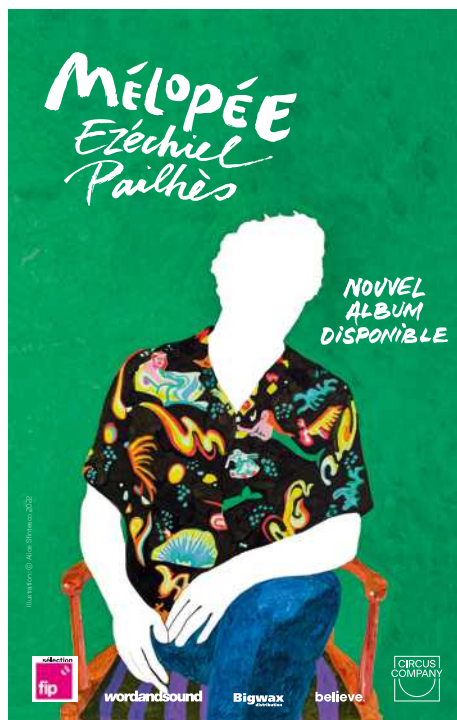
Auschwitz avec Milou et Yvonne, leur mère, tandis que de son côté, Denise est arrêtée comme résistante à Ravensbrück. Simone Veil prononce «*roman*» quand elle nomme sa mère. Elle dit qu'un permanent sentiment de culpabilité la ronge faute d'avoir pu empêcher l'arrestation du reste de la famille. David Teboul la filme lors d'un voyage qu'ils avaient fait ensemble à Auschwitz l'hiver 2000. C'est la première fois qu'elle retourne jusque dans son baraquement. Sobriété de son geste, lorsqu'elle désigne la cage dans laquelle elle dormait, entassée avec plusieurs.

Gamelle. Sous les feuilles mortes, le regard bute sur une gamelle rouillée semblable à celle qu'elle partageait avec sa mère et sa sœur. C'est l'intimité de la déportation qui est

alors saisie entre les silences, les minuscules gestes pour survivre. Simone Veil est filmée en très gros plans comme pour traquer le mouvement de la pensée en deçà des mots. Mais le film n'oublie jamais les deux autres sœurs, il reste celui d'une «fratrie». Et c'est la voix d'Isabelle Huppert, Milou, qui fait le long récit de la mort de leur mère du typhus à Bergen-Belsen. Des ralentis à peu près constants dénaturent les archives, déconstruisent la durée. Maniérisme ? Elles apparaissent surtout comme la volonté de retenir le temps, la quête impossible d'une trace qui symboliserait tout autant la mémoire que l'oubli.

ANNE DIATKINE

SIMONE ET SES SŒURS de DAVID TEBOUL, dimanche soir sur France 5.



Mira Schor, l'as des astres

Avec «Orbs and Eclipses», l'artiste s'affranchit des codes et joue avec une temporalité mouvante.



GALERIE MARCELLE ALIX

Née en 1950, Mira Schor a emmagasiné assez d'expérience en matière de peinture pour s'en faire fort. Elle ne s'en prive pas, mais le clame avec une telle ostentation, en se contentant de peindre en toutes lettres le mot «*expérience*» sur quelques-unes des toiles qu'elle expose à la gale-

rie Marcelle Alix, que l'ironie du geste ne manque pas de faire sourire. Avoir de l'expérience, un certain âge (72 ans), n'empêche pas de savoir en plaisanter. Ses œuvres se teintent toutes de cette défiance sur les idées reçues en peinture. L'art est-il censé saisir l'esprit du temps ? L'artiste américaine couche un per-

sonnage au lit, sous la couette, les yeux clos, déjà las du livre qu'il tient ouvert à la page «*Timespirit*». Manuel de savoir-peindre au goût du jour ? Très peu pour Mira Schor. Qui semble s'en remettre plus volontiers aux astres. Et notamment à celui qui rougeoit dans le coin de la toile, faisant clignoter une autre temporalité, celle de l'éternité, et une autre connexion. Celle qui s'établit entre le cosmos et le corps (de l'artiste et des autres) bien plutôt que celle qui brancherait chacun avec la mode. Les astres planent sur d'autres toiles de l'expo, avec leur grosse boule colorée de rouge ou de noir sans jamais que les coups de pinceaux ne débordent des limites du cercle. Curieux. Parce qu'aucune des toiles n'est enchâssée et qu'elles flottent au mur, punaisées.

Puis parce que les contours des autres motifs restent vagues. Les astres, non. Ils sont en place et se tiennent là. A chacun (personnage peint comme spectateur) il appartient de savoir quoi faire de ce rayonnement, de cette influence lointaine sa vie et son œuvre. Mira Schor, bien qu'elle soit une militante féministe, se garde bien de reconnaître à l'art ou la peinture la capacité de donner à rien le moindre sens définitif. Non sans humour, le tableau qui clôt l'expo est lui-même pris d'un besoin qui laisse pantois – et qu'on finit par faire sien – en réclamant pour lui-même une raison d'exister : «*I Need a Reason to Live*», est-il écrit.

JUDICAËL LAVRADOR

ORBS AND ECLIPSES
MIRA SCHOR à la galerie Marcelle Alix, à Paris, jusqu'au 27 octobre.

Au queer de l'Iran

Gurshad Shaheman Arrivé en France à 10 ans, l'auteur et performer retrace quarante ans d'histoire des Iraniennes et de lutte contre le patriarcat avec sa mère et ses deux tantes.



C'est quoi cette moustache de daddy? Où sont les grandes boucles d'oreilles, la chevelure de jais et les ongles pailletés? Où est la quinzaine de bracelets au poignet, dont le «killing-killing» *«faisait chier»* – rit-il – les spectateurs de théâtre en salle? Il y a bien encore ce khôl qui souligne le vert perçant des yeux et jette sur la moustache superlatif une pincée d'ironie. Mais pour le reste, le Franco-Iranien Gurshad Shaheman confirme: on est passé du vestiaire mixte chatoyant au *«look de Tonton turc»*, lance-t-il, sourire frétilant et port de tête royal. Après des années à se déguiser en hétéro, le bouchon de la cocotte avait sauté au sortir de l'École régionale d'acteurs de Cannes, et particulièrement avec la création de *Pourama Pourama*. C'était dans les années 2010, le jeune acteur devenait auteur et soldait le passé dans une puissante trilogie autobiographique: l'enfance sous les bombes irakiennes à Téhéran dans les années 80, l'appartement de la tante devenue plaque tournante de films occidentaux en VHS, la découverte émue du clip *Boys, Boys, Boys* de Sabrina, l'embrigadement idéologique de sa sœur de 6 ans à l'école, l'arrivée à Lille à 10 ans avec la

LE PORTRAIT

mère divorcée, la découverte enthousiaste du sexe tarifé dans les parcs de Toulon (qu'il raconte en détail dans le dernier volet de la trilogie *Trade Me*), l'homophobie latente à l'école de théâtre, la honte du corps laissée en héritage et qu'il a fallu vaincre...

A l'époque, donc, l'entreprise autobiographique s'était accompagnée d'un look protéiforme et miroitant, qu'il trimbailait avec majesté jusque dans les couloirs du Cours Florent à Bruxelles où il fut enseignant. Puis, deux événements: Gurshad Shaheman a entamé un documentaire théâtral pour lequel il fallait collecter des témoignages de jeunes garçons placés en foyer: *«J'ai bien senti que la rencontre ne pouvait pas avoir lieu si je me présentais avec cette panoplie.»* Surtout, une alarme intérieure s'était déclenchée, celle qui lui fait se méfier de l'*«instrumentalisation»*: *«On avait commencé à m'inviter à certains événements en projetant sur moi des attentes trop précises.»* Cette même alarme, sans doute, lui fait insister aujourd'hui, devant nous: pourquoi *Libé* souhaite écrire un portrait de lui pile maintenant? Entre autres, lui répond-on, parce que sa

pièce *les Forteresses*, créée avec sa mère et ses deux tantes iraniennes, est placée pile sous le projecteur de l'actualité. S'y racontent les vies croisées de ces trois sœurs iraniennes sur quarante ans depuis les premières révoltes étudiantes de 1977, lorsqu'elles lisaient Beauvoir et Sartre, que la mère manifestait avec les militants communistes près de la prison d'Evin avec Gurshad, bébé, sous le bras, jusqu'à leurs retrouvailles en 2018 au Festival d'Avignon, en passant par l'évocation de l'enfance commune avec ce père progressiste, qui hurlait contre les tchadors noirs: *«Mes filles sont des lionnes. Elles n'ont pas besoin de se terrer sous des métrages de tissu.»*

Alors, d'accord, parlons de cette œuvre, c'est un honneur, merci. Mais Gurshad Shaheman précise: à l'heure où les Iraniennes, pour la première fois soutenues par des hommes, brûlent leurs voiles et coupent leurs cheveux au rythme des slogans *«Femme, vie, liberté»*, n'attendons pas de lui, s'il vous plaît, qu'il parle *«à la place d'autres voix»* ou capitalise sur le combat. Ce serait risquer d'usurper les mots de ceux qui sont restés ou sont activistes ici. Lui, est parfois interprète dans une association trans de Bruxelles où il vit, fut traducteur du poète et militant politique iranien Reza Baraheni, mais son territoire reste celui, plus oblique, de la création poétique. Il prend ces pincettes avec douceur et fermeté, selon le pré-

cepte affiché sur son profil WhatsApp *«doux mais pas mou»*. Il a l'humour fripon et distingué mais n'aime pas les familiarités empressées: il continue à vouvoyer, en souriant bien sûr, lorsque le serveur le tutoie. Il pèse chacun de ses mots en évoquant l'éthique des prises de parole. C'est le cœur de son métier puisqu'il est documentariste. Dans ses pièces, les témoins (membres des communautés

queers en exil depuis la Syrie, le Liban, l'Iran par exemple) parlent souvent en leur nom sur le plateau. *«Un vrai merdier en termes de production et d'obtention de visa, je vous l'accorde mais un cap que je me donne de plus en plus dans le travail.»* L'idée des *Forteresses*, donc, est née au Festival d'Avignon à l'été 2018, lorsque sa mère et ses deux sœurs s'y étaient retrouvées pour voir une autre pièce de Gurshad programmée là-bas. *«Mes tantes ne parlent pas un mot de français et se sont farciés deux heures de théâtre dans le noir pour m'applaudir. En récompense, je les ai emmenées voir tous les spectacles de danse avec des gens à poil...»* Devant l'humour et le panache de ces femmes, sa collaboratrice Sophie Kretzschmar le persuade: *«Les femmes de ta famille, Gurshad, c'est une mine d'or, tu dois les mettre en scène.»*

Il a grandi autour d'elles toutes, à Téhéran, dans un gynécée enfumé par les clopes de la grand-mère qui lisait le journal à la loupe. Le père, ingénieur des ponts et chaussée, emmène parfois l'enfant avec lui au front. Il fait mine de ne pas remarquer les princesses en robe rose dessinées par ce fils que jamais il ne touche ni n'embrasse. Des années plus tard, à des milliers de kilomètres de distances, le fils créera, comme une supplique au père, *Touch Me*: pour que Gurshad poursuive le récit sur scène, le spectateur doit se lever des gradins et toucher le corps de l'acteur. Récemment, le père est venu d'Iran à Maubeuge pour applaudir son ex-femme, ses ex-belles-sœurs et son fils dans *les Forteresses*. *«C'était la première fois qu'il voyait mon travail.»*

Peut-être entendra-t-il parler du nouveau spectacle de son fils: une réécriture de *Oresteie*, cette pièce antique *«militariste, colonialiste et misogyne – ça a été une horreur à relire sous cet angle, héin»* – qu'il a retournée comme un gant pour en faire un manifeste anti-patriarcal et queer. Notamment en défense de l'éthnie turcophone d'Iran dont il vient, ces Azéris à la langue interdite et la culture effacée – *«disons que je m'identifie plutôt aux Troyens.»* Et en hommage à toutes, tous les Iphigénies passées et à venir, qui furent sacrifiées par les pères pour permettre les guerres. Certaines se trouvaient déjà dans ses contes d'enfants en azéri. Dedans, des jeunes filles se sacrifient en se transformant en coquelicots pour fleurir le désert. D'autres, nues, portent pour tout ornement des colliers de perles. C'est dommage: on a oublié de lui suggérer cette panoplie pour la photo. ◀

Par ÈVE BEAUVALLET
Photo RODOLPHE ESCHER